

Le président: Je mets en opposition d'une part les propositions du bureau élargi en ce qui concerne les chiffres 4, 5, 6 et 8 du chapitre II et les propositions de M. Ackermann.

Abstimmung – Vote

Für die Anträge des erweiterten Büros 57 Stimmen
Für die Anträge Ackermann 55 Stimmen

Ziffern 7 und 9 – Chiffres 7 et 9

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Anträge des erweiterten Büros 77 Stimmen
Dagegen 14 Stimmen

Vormittagssitzung vom 16. März 1966

Séance du 16 mars 1966, matin

Vorsitz – Présidence: M. Graber

9355. Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral

Bericht des Bundesrates vom 26. Oktober 1965
(BBI III, 41)

Rapport du Conseil fédéral du 26 octobre 1965
(FF III, 41)

Antrag der Kommission

Eintreten.

Mehrheit

Titel und Ingress, Art. 1-3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Minderheit

(Sausser, Bachmann-Winterthur, Geissbühler-Köniz, Gerosa)

Titel und Ingress

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Art. 1

Ingress

Dem in Form einer allgemeinen Anregung im Sinne von Artikel 121, Absatz 5, der Bundesverfassung gestellten Volksbegehren mit nachfolgendem Wortlaut wird Folge gegeben:

Für den Rest von Artikel 1 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Art. 2

Der Bundesrat wird beauftragt, die Partialrevision der Bundesverfassung im Sinne der Initianten auszuarbeiten.

Art. 3

Streichen:

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Majorité

Titre et préambule, articles premier à 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Minorité

(Sausser, Bachmann-Winterthur, Geissbühler-Köniz, Gerosa)

Titre et préambule

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Article premier

Il est donné suite à l'initiative relative à la lutte contre l'alcoolisme, conçue en termes généraux au sens de l'article 121, alinéa 5, de la Constitution fédérale, dont la teneur est la suivante:

Pour le reste de l'article premier adhérer au projet du Conseil fédéral.

Art. 2

Le Conseil fédéral est chargé de préparer une révision partielle de la Constitution fédérale dans le sens proposé par l'initiative.

Art. 3

Biffer.

Berichterstattung – Rapports généraux

M. Debétaz, rapporteur: Le 30 octobre 1963, le secrétariat du comité central de l'Alliance des indépendants déposait à la Chancellerie fédérale une initiative appuyé par 51 488 signatures. Je rappelle qu'il faut un minimum de 50 000 signatures. Octobre 1963, cela doit signifier quelque chose pour vous, c'était le mois des dernières élections au Conseil national. Certains voient un rapprochement entre l'initiative et ces élections; d'autres affirment qu'il s'agit d'une pure coïncidence. Je vous laisse le soin de trancher. A quoi tend l'initiative? A une révision des bases de la législation fédérale sur l'alcool qui font l'objet de l'article 32bis de notre Constitution. Les auteurs de l'initiative veulent restreindre l'alcoolisme et par là renforcer la sécurité de la circulation routière. Ce but est louable en soi. Le Conseil fédéral propose cependant à l'Assemblée fédérale de recommander au peuple le rejet de l'initiative. La large majorité de votre commission, qui s'est réunie à Berne le 27 janvier 1966, est du même avis. Avant de vous exposer les raisons de ses conclusions, je tiens à remercier M. Bonvin, conseiller fédéral, ainsi que ses collaborateurs et notamment M. Kellerhals, directeur de la Régie fédérale des alcools, des renseignements qu'ils ont donnés avec autant d'amabilité que de compétence. Nous sommes d'accord avec les auteurs de l'initiative lorsqu'ils veulent restreindre l'alcoolisme et par là augmenter la sécurité de la circulation routière. Mais nous vous proposons de ne pas donner suite à leur projet parce qu'il n'est tout simplement pas nécessaire de modifier la Constitution pour lutter contre l'alcoolisme. En outre, le texte de l'initiative n'a pas la limpidité de l'eau pure; il présente plusieurs défauts et contient des germes fiscaux dangereux. Ses promoteurs veulent atteindre le but qu'ils se proposent, d'une part en étendant l'imposition à toutes les boissons alcooliques et d'autre part en jugulant le commerce illégal d'eau-

de-vie et en allant s'il le faut jusqu'à la suppression contre indemnité des distilleries domestiques. Encore une fois, nous comprenons le désir de lutter contre l'alcoolisme. Le Conseil fédéral souligne dans son excellent rapport que l'on a constaté durant la dernière décennie une progression du nombre des lésions dues à l'alcool chez la femme et chez l'homme, chez les jeunes comme chez les adultes. Il n'est pas besoin d'insister sur les causes néfastes de l'alcoolisme aux points de vue physique, psychique, économique, social, etc. Mais il n'est pas nécessaire de modifier la Constitution pour agir efficacement dans ce domaine. Il me paraît opportun de rappeler que l'imposition existe déjà pour ce que l'on appelle à la Régie l'alcool de bouche. On appelle alcool de bouche, et c'est assez savoureux, l'alcool qui n'est pas consommé comme tel! L'alcool de bouche est utilisé pour la fabrication de liqueurs, de bitters et d'apéritifs. La charge fiscale appliquée à cet alcool s'élève à 1200 francs par hectolitre. On prélève également des impôts sur les eaux-de-vie indigènes, 8 fr. 50 par litre d'eau-de-vie de fruits à pépins et 7 fr. 50 pour les eaux-de-vie telles que kirsch, pruneau, marc, gentiane, etc. On perçoit en outre des droits à l'importation notamment sur le whisky, le gin et le cognac. La bière est aussi imposée. Il convient de préciser que le taux de ces charges fiscales n'est limité ni par la Constitution ni par la loi sur l'alcool. Le Conseil fédéral a toute compétence. Il en a d'ailleurs usé à plusieurs reprises, dernièrement encore avec, cela va de soi, exagération pour les uns, trop de modération selon les autres. L'unanimité est loin de se faire quant à l'incidence de la fiscalité sur la consommation des boissons alcooliques. Il est très difficile de se déterminer objectivement. Les dernières hausses fiscales sont trop récentes pour que l'on puisse en tirer des conclusions valables. Des statistiques définitives n'existent que pour les importations de whisky et de gin. Pour ces boissons, on a observé de 1964 à 1965 un recul de 20 %. Le Conseil fédéral déclare dans son rapport que si par ses arrêtés de septembre 1964 et 1965 il a décidé une augmentation importante de la charge fiscale sur les boissons distillées, principales responsables de l'alcoolisme, il l'a fait dans l'espoir de réduire la consommation. Le Conseil fédéral ajoute que, si cet espoir ne devait pas se réaliser, il se verrait contraint d'envisager une nouvelle hausse des taux de l'impôt. Cette augmentation pourrait intervenir en vertu des dispositions légales en vigueur. Les initiateurs voudraient que l'on puisse imposer toutes les boissons alcooliques. Un impôt fédéral sur les boissons a été prélevé pour la première fois en 1935. Il grevait toutes les boissons, à l'exception principalement de l'eau et du lait. Bien que les taxes fussent modestes, cet impôt souleva de très vives oppositions. L'arrêté fédéral qui l'instituait fut abrogé deux ans et demi déjà après son adoption. De nouvelles tentatives furent faites, en 1946 pour financer l'AVS, en 1950, 1951, 1955 et 1959 dans le cadre de projets destinés à réformer les finances fédérales. Toutes ces tentatives ont été vouées à l'échec. Un impôt qui frapperait les seules boissons alcooliques serait injuste car il créerait des discriminations et influerait sur les conditions de concurrence. Au surplus, un impôt sur les vins constituerait un non-sens. La viticulture comme l'agriculture dont elle est partie intégrante n'a pas bénéficié de la prospérité économique au même titre que d'autres secteurs. Elle souffre de conditions climatiques qui ne sont pas toujours favorables. Il faut aussi tenir compte de désastres comme le

gel ou la grêle. Et lorsque tout va bien et que la récolte est abondante, les prix baissent. Mais les vigneronns ne se laissent pas abattre pour autant, ils se remettent chaque fois avec courage à l'ouvrage. Aussi les pouvoirs publics ont-ils le devoir de les encourager et de ne pas leur créer des complications en instituant des difficultés artificielles. Un impôt sur les vins serait économiquement et socialement absurde. Il serait pour le moins incompréhensible que la Confédération, qui soutient la viticulture par des subventions et organise périodiquement des campagnes destinées à écouler les vins indigènes, décide d'un autre côté de contrecarrer cet écoulement en percevant un impôt spécial. Je rappellerai enfin que l'implantation des vignes est régionale; elles se trouvent surtout en Suisse romande et au Tessin. Un impôt sur les vins aurait à nos yeux un caractère vexatoire; nous le combattrions avec la dernière énergie. Signalons encore que la consommation de vin par habitant a diminué; le Suisse qui consommait en moyenne 44 litres par an de 1933 à 1938 n'en a bu que 38 litres en 1964.

Second but de l'initiative: juguler le commerce illégal d'eau-de-vie. Là encore, les dispositions légales en vigueur permettent de prendre les mesures nécessaires et il faut reconnaître que l'administration agit effectivement, ainsi qu'en témoigne le rapport du Conseil fédéral; ce dernier rapport témoigne également des efforts accomplis en vue de réduire le nombre des alambics qui a diminué de 46 % de 1934 à 1965. Le Conseil fédéral estime et la majorité de la commission partage cet avis que l'application des prescriptions en vigueur aura des résultats positifs. Le Conseil fédéral compte sur l'appui de tous les milieux intéressés pour assurer le succès des dispositions prises dans le domaine de la distillation domestique et de la lutte contre le commerce clandestin.

Le dernier alinéa de l'initiative concerne la répartition du produit de l'impôt. On a pensé à tout en rédigeant cet alinéa: aux besoins de l'AVS, à la lutte contre l'alcool, aux besoins généraux des cantons et à la lutte contre la pollution des eaux. Voudrait-on nous engager à mettre de l'eau dans notre vin que l'on ne s'y prendrait pas plus habilement!

Je n'ai pas évoqué les avis de nos quatre collègues de la minorité qui, bien qu'ils soient restés sur leurs positions, demeurent pour nous de chers collègues. Je ne l'ai pas fait parce que je suis parti de l'idée qu'ils vous exposeraient eux-mêmes leur point de vue, avec une conviction que je ne puis partager. M. Geissbühler, de Köniz, qui fait partie de la minorité, pourra également, s'il le juge opportun, vous orienter sur le postulat qu'il a présenté, puis retiré. Ce postulat ressemblait à celui qu'il avait déposé le 18 juin 1964 et que le Conseil fédéral accepta le 9 décembre de la même année. L'augmentation de la charge fiscale sur les boissons distillées, décrétée par le Conseil fédéral en 1964 et en 1965, allait dans le sens souhaité par M. Geissbühler, de Köniz.

L'initiative ne contient aucune clause de retrait. Il faudra donc obligatoirement voter. Elle revêt la forme d'une proposition conçue en termes généraux. Selon la thèse du Conseil fédéral, admise implicitement par la commission, il n'est pas possible d'opposer à cette initiative un contre-projet.

L'initiative est séduisante, mais à première vue seulement. Elle attire l'attention sur plusieurs postulats, tous plus populaires les uns que les autres: restreindre l'alcoolisme, augmenter la sécurité du trafic routier,

juguler le commerce illégal d'eaux-de-vie, mettre de nouveaux fonds à la disposition de l'AVS, satisfaire les besoins généraux des cantons, financer la lutte contre la pollution. Qui dit mieux ?

Un examen approfondi nous fait constater que nous avons déjà les moyens de lutter contre l'alcoolisme tant dans ses causes que dans ses effets. Le rapport du Conseil fédéral mentionne les mesures propres à favoriser l'utilisation sans distillation des pommes de terre et des fruits. Le régime suisse de l'alcool ne se borne pas à prévenir les abus de l'eau-de-vie par des dispositions fiscales et de contrôle. Il donne la préférence à l'utilisation des produits du sol et de l'arboriculture pour l'alimentation et l'affouragement. Il relègue la distillation au dernier rang. On a relevé en commission que, dans les régions viticoles aussi, on fait actuellement des efforts soutenus pour l'utilisation d'une partie toujours plus grande des récoltes à des fins non alcooliques. Grâce à l'initiative des milieux professionnels et à l'appui des pouvoirs publics, la production de jus de raisin non fermenté est en constante augmentation.

Le Conseil fédéral propose à l'assemblée fédérale de recommander au peuple le rejet de l'initiative. C'est aussi ce que vous propose votre commission. Elle vous fait cette proposition par 14 voix contre 4.

Schaffer, Berichterstatter: Der Landesring der Unabhängigen hat am 30. Oktober 1963 der Bundeskanzlei ein mit 51 488 Unterschriften versehenes Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus eingereicht. Beantragt wird die Revision des Artikels 32bis der Bundesverfassung.

Der Text der Initiative ist als allgemeine Anregung formuliert. Es ist aber zu beachten, dass es dem Parlament auch bei dieser Form eines Volksbegehrens nicht zusteht, die beantragten Massnahmen etwa beliebig zu regeln. Sofern wir der Initiative Folge geben wollten, müsste auf Grund von Artikel 121, Absatz 5, der Bundesverfassung die Revision im Sinne der Initianten ausgearbeitet werden. Wenn der Initiativtext somit konkrete Vorschläge enthält, können diese nicht übergangen werden. Sie sind also zu berücksichtigen. Eine andere Lösung ist aus Gründen der Rechtssicherheit bei der Ausübung des Initiativrechts und der Achtung des Willens der Initianten nicht denkbar.

Die Initiative enthält keine Rückzugsklausel. Eine solche hätte grundsätzlich vorgesehen werden können. Es ist aber zu beachten, dass die Bundesverfassung die Möglichkeit eines Gegenvorschlags ausdrücklich nur bei einem Volksbegehren in Form eines ausgearbeiteten Entwurfes vorsieht. Damit ist auch gesagt, dass wir heute nur darüber diskutieren und bestimmen können, ob die vorgeschlagenen Massnahmen vom Gesichtspunkt der Bekämpfung des Alkoholismus, aber ebenso sehr vom staats- und agrarpolitischen Standpunkt aus befürwortet werden können. Der Bundesrat und die Kommission sind sich bewusst, dass das Problem des moralischen, sozialen und volkswirtschaftlichen Schadens eines übermässigen Alkoholkonsums nicht übersehen werden darf. Es ist deshalb kein Schaden, wenn durch die Initiative des Landesrings die Alkoholfrage aktualisiert und gründlich geprüft wird. Das heikle und nicht leicht zu lösende Problem sollte deshalb auch bei Ablehnung der Initiative nicht etwa als abgeschrieben betrachtet werden.

Wenn nun die Mehrheit der Kommission wohl für die Grundfrage das nötige Verständnis aufbringt, so kann sie sich andererseits mit der in der Initiative vorgeschlagenen Lösung nicht befreunden. Diese nimmt auf die Realitäten zu wenig Rücksicht. Was wollen die Initianten? In erster

Linie möchten sie den Alkoholismus durch eine Ausdehnung der fiskalischen Belastung auf alle alkoholischen Getränke vermehrt bekämpfen. Die gleichzeitig erwähnte Förderung der Sicherheit im Strassenverkehr dürfte eher als populäre Beigabe denn als wirkliches Argument zu betrachten sein, handelt es sich doch beim Fahren in ange-trunkenem Zustande in erster Linie um eine Charakterfrage. Die verschärfte Gesetzgebung auf diesem Gebiet dürfte sich bei strenger Anwendung in zunehmendem Masse positiv auswirken.

Die Initiative verlangt nun aber – und das ist der kritische Punkt – ausdrücklich, dass die fiskalische Belastung in erster Linie nach dem Alkoholgehalt abzustufen und so hoch zu bemessen sei, dass sie den Verbrauch alkoholischer Getränke vermindert. Im Grundsatz sind auch die Gegner der Initiative der Auffassung, dass eine hohe Besteuerung des Alkohols konsumvermindernd wirken kann, wenn auch keine Wunder zu erwarten sind. Massgebend ist dabei natürlich das Ausmass der fiskalischen Belastung. Die Einführung einer allgemeinen Getränkesteuer wurde schon verschiedentlich erwogen, stiess jedoch jeweilen auf starken Widerstand. Die Stimmbürger lehnten eine solche Lösung dreimal ab. Der Vorschlag auf eine fiskalische Belastung mit Abstufung nach dem Alkoholgehalt ist unbedingt zu starr. Gegen ihn erhob sich denn auch der Hauptwiderstand der Kommissionsmehrheit. Es darf einfach nicht übersehen werden, dass in unserem Land eine stattliche Zahl Familien vom Rebbau leben. Wir haben rund 38 000 Rebbaubetriebe. Der Weinkonsum ist seit Jahren pro Kopf der Bevölkerung berechnet ziemlich stabil geblieben. Der Bund leistet zudem durch einen Zolzzuschlag über den Weinbaufonds Beiträge zur Qualitätsförderung des Rebbaues. Unter Beachtung dieser Verhältnisse müsste man es folglich gewissermassen als agrarpolitischen Widersinn betrachten, wenn man den einheimischen Wein, umgerechnet auf den Alkoholgehalt, gleich besteuern wollte wie den Branntwein. Es ist ganz klar, dass die Weinbauern sich mit einer verhältnismässig massiven Besteuerung ihrer Produkte nicht abfinden würden, wie sie das schon früher einmal getan haben, und dass ein solches Vorgehen eine Malaisestimmung hauptsächlich bei unseren welschen Mitbürgern heraufbeschwören müsste. Daran haben wir wirklich kein Interesse. Nach dem Wortlaut der Initiative müsste auch beim Obstwein die fiskalische Belastung im Verhältnis zu den übrigen alkoholischen Getränken nach dem Alkoholgehalt abgestuft werden. Der Konsum von Gärmost hat aber in den letzten Jahren fortlaufend abgenommen. Er ist, pro Kopf der Bevölkerung gerechnet, ungefähr auf einen Viertel desjenigen der Jahre 1933 bis 1938 gesunken. Dagegen ist zuzugeben, dass weit mehr Bier getrunken wird, als das früher der Fall war. Die Steigerung ist immerhin weniger aufsehenerregend, wenn der Rückgang beim Obstwein miterwogen wird. Das Bier wird bereits besteuert, wobei die Gesamtbelastung des inländischen Bieres 12,5 Rappen pro Liter beträgt, was sicher nicht als übersetzt bezeichnet werden kann.

Aufsehenerregend ist aber bestimmt die Zunahme des Konsumes gebrannter Wasser. Zu ihrer Besteuerung bestehen bekanntlich hinreichende Grundlagen in Artikel 32bis der Bundesverfassung. Der Bundesrat hat den Verkaufspreis für Trinksprit, die Monopolgebühren auf ausländischen Erzeugnissen, die Abgabe auf Kernobstbranntwein und die Steuer auf Spezialitätenbranntwein im Verlaufe der Jahre wesentlich erhöht. Ich verweise auf Seite 12 der Botschaft. Die letzte Erhöhung erfolgte im Herbst des letzten Jahres. Die Monopolgebühr auf den sogenannten Modegetränken wie Whisky, Gin, Kognak usw. beläuft

sich nunmehr auf 17 Franken pro Liter 100%. Die tiefste Belastung des Branntweins, des einheimischen Spezialitätenbranntweins, beträgt Fr. 7.50. Man muss sich fragen, wie hier im Sinne der Initiative der verlangten gleichmässigen Besteuerung nach Alkoholgehalt zum Durchbruch verholfen werden könnte.

Punkt 2 der Initiative nimmt den Schwarzhandel mit Branntwein aufs Korn. Die Alkoholverwaltung nimmt zur Zeit gestützt auf die neue, verschärfte Vollziehungsverordnung zum Alkoholgesetz eine strenge Kontrolle der Hausbrenner und Brennereiauftraggeber vor. Es muss ihr gegenüber anerkannt werden, dass sie seit Inkrafttreten des Alkoholgesetzes die Zahl der Brennapparate durch Ankauf auf freiwilliger Basis von 39 485 auf 21 471, also fast um die Hälfte, reduziert hat. Im Jahre 1964 wurden 577 und im Jahre 1965 444 Apparate erworben. Der Rückgang dauert somit an, und man könnte nicht behaupten, es werde nichts getan.

Umstritten ist nun insbesondere auch noch Ziffer 3 der Initiative. Die Initianten wollen den Kantonen und der AHV die bisherigen Mittel aus dem Reinertrag der Alkoholverwaltung zugestehen, den Mehrbetrag jedoch vor allem dem Gewässerschutz zukommen lassen. Diese Zweckbestimmung ist sicher nicht unpopulär. Der Bundesrat erklärt dazu, wenn eine allgemeine Getränkesteuer als zusätzliche Finanzquelle des Bundes eingeführt werden sollte, dass dannzumal auch über die Verwendung der Erträge zu bestimmen sei. In der Kommission wurde eine solche Steuer unter anderem als Sondergewerbesteuer zur Finanzierung neuer, bestimmter Aufgaben abgelehnt. Persönlich kann ich der angeregten Lösung für den Fall höherer Einnahmen keinesfalls zustimmen. Es genügt schon, wenn die Biersteuer allgemeinen Zwecken dient. Die Erhöhung der AHV-Renten und insbesondere die Ergänzungsleistungen beanspruchen grosse zusätzliche Beiträge. Die Revision der Invalidenversicherung wird ebenfalls zu weiteren, erheblichen Belastungen führen. Es hat nach meiner Ansicht wirklich keinen Sinn, dem grössten Sozialwerk der Eidgenossenschaft allenfalls zusätzliche Mittel vorzuenthalten, die unseren Alten und Hinterlassenen ihre bescheidene Existenzgrundlage verbessern könnten. Es liesse sich bei genügenden Mitteln dagegen rechtfertigen, die IV in die Beitragsleistung einzubeziehen, nachdem AHV und IV gleichgerichtete, ebenbürtige Sozialwerke sind.

Als weitere Möglichkeit wäre eventuell noch die Ausscheidung von Mitteln in Erwägung zu ziehen, die es gestatten, auf Bundesebene Beiträge zur direkten Bekämpfung des Alkoholismus einzusetzen.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 14:4 Stimmen bei einer Enthaltung, dem Initiativbegehren nicht zuzustimmen. Ich bin aber der Meinung, dass das Problem der Bekämpfung des Alkoholismus durch die Alkoholdelegation und die Alkoholkommissionen beider Räte intensiv erörtert werden muss und dass die möglichen Massnahmen in die Wege zu leiten sind.

Allgemeine Beratung – Discussion générale

Odermatt: In einem weitverzweigten Vernehmlassungsverfahren hat der Bundesrat weitesten Volks- und Verbandskreisen, auch den politischen Parteien, Gelegenheit gegeben, zu dem vorliegenden Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus Stellung zu nehmen. Diese Gelegenheit ist von den angesprochenen Personen und Verbänden, wie zu erwarten war, auch ausgiebig benutzt worden. In diesem Vernehmlassungsverfahren hat sich gezeigt, dass in bezug auf die Beurteilung des Volksbegehrens zwei

Fronten einander gegenüberstehen: Auf der einen Seite die Befürworter, die sich zur Hauptsache aus alkoholgegnerischen Organisationen zusammensetzen; auf der andern Seite eine bedeutend grössere Front von Gegnern des Volksbegehrens, die sich aus ganz verschiedenen Gründen für die Ablehnung dieser Volksinitiative aussprachen, öfters auch Wege anderer Richtung zur Erreichung dieses Zieles in Vorschlag brachten; so einmal alle jene Verbände, deren Mitglieder von einer erweiterten Alkoholbesteuerung direkt betroffen würden, dann verschiedene grosse Wirtschaftsverbände und politische Parteien.

Darin sind sich die Befürworter und Gegner der Volksinitiative und der Bundesrat vollständig einig, dass etwas unternommen werden müsse, um dem Alkoholgenuss, der gerade in letzter Zeit in beängstigender Weise zugenommen hat, zu steuern. Aber in bezug auf den Weg zu diesem Ziele trennen sich die Auffassungen, in der Beurteilung der Kernfrage nämlich, ob der von den Initianten eingeschlagene Weg der Besteuerung aller alkoholischen Getränke, und zwar abgestuft nach ihrem Alkoholgehalt, der richtige sei, um das Ziel, die Eindämmung des Alkoholismus, zu erreichen.

Die vorberatende Kommission hat die Auffassung der Volksinitianten mehrheitlich, das heisst mit 14:4 Stimmen, bei einer Enthaltung, abgelehnt und ist hier dem Antrag des Bundesrates, es sei dem Volke die Verwerfung des Volksbegehrens zu beantragen, gefolgt. Für diese Stellungnahme lassen sich massgebende Gründe anführen. Einmal zeigt die Statistik, dass der Alkoholgenuss in den Nachkriegsjahren, besonders bei den gebrannten Wassern und Likören wie auch beim Bier, stark zugenommen hat. So ist gemäss Tabelle 1, Seite 7, der Botschaft im Jahre 1964 der Verbrauch von gebrannten Wassern je Kopf der Wohnbevölkerung gegenüber 1933 bis 1938 von 2,88 Liter auf 4,5 Liter Flüssigkeit gestiegen. Der Bierkonsum hat sich ebenfalls ganz bedeutend, das heisst von 54,6 Liter in den Jahren 1933 bis 1938, je Kopf der Wohnbevölkerung, auf 79 Liter im Jahre 1964 erhöht. – Dagegen ist beim Weinkonsum gegenüber den Vorkriegsjahren bis Mitte der fünfziger Jahre ein erheblicher Rückgang zu verzeichnen. Seither ist der Konsum allerdings wiederum leicht angestiegen. Der Genuss von Obstwein ist im starken Rückgang begriffen.

Das Übel eines übermässigen Alkoholgenusses zeigt sich also nach allgemeiner Auffassung, und zwar nach Äusserungen der Befürworter wie der Gegner des Volksbegehrens, am verhängnisvollsten beim Konsum von gebrannten Wassern und von Likören. So fordert die Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft vor allem eine kräftige Branntweinbesteuerung zur Bekämpfung des Alkoholismus. Die ständige Kommission der Delegiertenkonferenz der schweizerischen Alkoholgegner stellt fest, dass namentlich die Besteuerung der Spirituosen ungenügend sei. Im weiteren hat die Delegiertenversammlung der schweizerischen alkoholgegnerischen Organisationen erklärt, die heutige Branntweinbesteuerung genüge in keiner Weise, um die nach Artikel 32 bis der Bundesverfassung geforderte Verminderung des Verbrauches zu erzielen, und verlangt vom Bundesrat, die Besteuerung sämtlicher Branntweine auf mindestens 20 Franken je Liter 100% zu erhöhen. Auch die Eingabe der Verbindung der Schweizer Ärzte, vom 20. April 1965, an das Eidgenössische Finanz- und Zolldepartement gibt unmissverständlich dahin Aufschluss, dass den einzelnen Arten von alkoholischen Getränken im Hinblick auf die Zunahme des Alkoholgenusses unterschiedliche Bedeutung zukomme und die gebrannten Wassern und Liköre besonders schädlich seien. Sie schreibt in

ihrer Eingabe: «Es braucht wohl kaum darauf hingewiesen zu werden, dass der Branntweinkonsum, insbesondere der Verbrauch von Whisky und Gin, während der letzten Jahre in unserem Lande in erschreckender Weise zugenommen hat. Insbesondere bei den Frauen, aber auch zum Teil bei den jugendlichen Alkoholkranken zeigt sich, dass sie gerade diesen konzentrierten alkoholischen Getränken den Vorzug geben.»

In diesem Sinne äussert sich auch Dr. W. Schmid in seiner befürwortenden Stellungnahme zur Volksinitiative in Heft 16 der Reihe «Volk und Alkohol».

Nun aber ergibt sich aus der Gesetzgebung die Tatsache, dass es zur wirksamen Bekämpfung und Eindämmung dieses Hauptübels des übermässigen Genusses gebrannter Wasser keiner neuen Gesetzgebung bedarf, sondern dass diese Möglichkeit bereits in der Bundesverfassung und im Alkoholgesetz verankert ist und die Kompetenz dazu dem Bundesrat zusteht.

Von seiten der Befürworter des Volksbegehrens wird auch auf die grosse Gefahr des gesteigerten Bierkonsums hingewiesen und dabei betont, dass der Alkoholiker zumeist mit dem Genuss von Bier beginne, der Bierkonsum also die erste Etappe des Alkoholismus darstelle und der Genuss von Branntwein als spätere Etappe folge. Es sei deshalb notwendig, das Übel schon an der Wurzel zu erfassen und nicht erst in seinem späteren, verhängnisvollen Stadium zu bekämpfen. – Tatsächlich ist der Bierkonsum, wie schon betont, besonders in den nicht Weinbau treibenden Gebieten mengenmässig, verglichen mit der Zeit vor dem Zweiten Weltkrieg, um 45% gestiegen. Da aber die Volksinitiative eine Besteuerung der alkoholischen Getränke nach dem Grad des Alkoholgehaltes vorsieht, wird das Bier zufolge seines geringsten Alkoholgehaltes auch am wenigsten von allen Alkoholika fiskalisch belastet, obwohl der heutige Jahreskonsum von 80 Litern je Kopf fast 4 Liter reinen Alkohol oder 40% des gesamten schweizerischen Alkoholkonsums ausmacht. – Hier also wird das Volksbegehren seinem Grundsatz, die Besteuerung so hoch zu bemessen, dass sie den Verbrauch alkoholischer Getränke wirksam vermindert, in keiner Weise gerecht. Diese Behandlung des Biers durch die Volksinitiative würde ja geradezu eine Prämierung des stark gesteigerten Bierkonsums bedeuten.

Aber auch in der Frage nach dem Zweck der Volksinitiative lässt sich ein Widerspruch feststellen. Die Initiative will laut Text mit der Getränkesteuer auch die Eindämmung des Alkoholgenusses anstreben, also gleich zwei Ziele, ein volkshygienisches und ein fiskalisches erreichen. Das eine Ziel verträgt sich aber nicht mit dem andern. «Diese beiden Zielsetzungen», so schreibt Dr. Gerber in der Steuerrevue 1964, «sind miteinander unvereinbar. Sollen auf dem Wege der Besteuerung die Konsum- und Produktionsverhältnisse entscheidend beeinflusst werden, vorwiegend durch eine steuerbedingte Veränderung der Preisrelationen zwischen alkoholischen und nichtalkoholischen Getränken, dann muss der eigentliche Zweck einer Steuer, die Einnahmenbeschaffung, vollständig zurücktreten...» Ganz abgesehen davon, dass mit einer Getränkesteuer allein der Alkoholismus kaum wesentlich bekämpft werden kann, sondern dass eine allgemeine Aufklärung über den verheerenden Schaden des Alkoholismus ebenso wichtig ist, trägt diese nach Volksbegehren vorgeschlagene fiskalische Belastung den Stempel einer Sonderverbrauchssteuer auf sich, die in der Steuerpraxis als Steuermassnahme angefochten ist, da sie zu einer unbilligen Diskriminierung gewisser Wirtschaftszweige führt.

Dann sind, finanzpolitisch gesehen, Zweifel über das Rendement einer allgemeinen Getränkesteuer, in Anbetracht des erforderlichen Aufwandes bei der technischen Durchführung, nicht unangebracht. Während zur fiskalischen Belastung des Biers zwar eine Steuererhebung und -überwachung sich noch leicht durchführen lässt, da die Produktion dieses Getränkes in einer beschränkten Zahl grösserer Unternehmungen vor sich geht, ist diejenige des Weines in weinproduzierenden Ländern und des Branntweins grossen technischen Widerständen ausgesetzt und deshalb schwer zu vollziehen; denn die Wein- und Branntweinproduktion ist auf eine grosse Zahl nicht leicht übersehbarer und auch schwer kontrollierbarer Betriebe verteilt. Die Durchführung ist jedenfalls mit einem viel grösseren administrativen Aufwand verbunden als auf dem Sektor Bier, wodurch die Fiskaleinnahmen nachteilig beeinflusst werden.

In einem zweiten Begehren verlangt die Volksinitiative die Unterbindung des Schwarzhandels mit Branntwein durch wirksame Massnahmen, nötigenfalls durch Aufhebung der Hausbrennereien gegen Entschädigung. Auch da besteht keine Veranlassung zu einem neuen gesetzlichen Eingriff, da in der Bekämpfung des Schwarzhandels dem Bundesrat bereits in Artikel 32 bis der Bundesverfassung und im Alkoholgesetz hinreichende Kompetenzen gegeben sind. Übrigens sind die Hausbrennereien dank den Bemühungen der Alkoholverwaltung bedeutend zurückgegangen und fortwährend noch im Abnehmen begriffen.

Abschliessend sei noch gestattet, auch auf ein abstimmungspolitisches Moment hinzuweisen und sich dabei die Frage zu überlegen, ob eine Vorlage zur Erhebung einer Sondersteuer mit Bezug auf alle alkoholischen Getränke in einer eidgenössischen Abstimmung auf Erfolg rechnen könne. Diese Frage ist um so berechtigter, als bei früheren Abstimmungen der Souverän auch weniger einschneidenden Vorlagen auf Besteuerung alkoholischer Getränke die Gefolgschaft versagte. Ich verweise diesbezüglich auf die Abstimmungen vom Jahre 1950, 1952, 1953. Erst die Abstimmung von 1958 erreichte ein annehmendes Mehr und nur deshalb, weil der Bundesrat darauf verzichtete, eine allgemeine Getränkesteuer in die Vorlage aufzunehmen.

Aufschlussreich in bezug auf das Schicksal einer Vorlage mit einer allgemeinen Getränkesteuer ist auch die Tatsache, dass eine im Jahre 1934 angenommene allgemeine Getränkesteuer wegen Eintretens grosser Schwierigkeiten in der Handhabung und Durchführung erst ein Jahr später in Kraft erklärt werden konnte und schliesslich 1937 zufolge unüberwindlicher Widerstände besonders in den weinbautreibenden Gebieten wiederum aufgehoben werden musste.

Ich fasse zusammen: Die Absicht der Volksinitiative, eine wirksame Eindämmung des Alkoholgenusses anzustreben, ist durchaus begrüssenswert. Die Initiativbegehren einer fiskalischen Belastung aller alkoholischen Getränke sind dagegen keine adäquaten Mittel, um dieses Ziel zu erreichen. Einmal sind diese Mittel zur Eindämmung des Alkoholismus teils nicht notwendig, soweit sie die gebrannten Wasser und deren Schwarzhandel betreffen, da dieses Ziel durch bereits bestehende Bestimmungen erreicht werden kann, teils führen die von der Volksinitiative vorgeschlagenen Wege gar nicht zum gewünschten Ziele, indem sie gewisse Alkoholika – ich nenne hier besonders den Bierkonsum – nicht wesentlich treffen und damit auch keine wirksame Eindämmung des Bieralkoholismus erwirken, im Gegenteil eher eine Prämierung bedeuten. Schliesslich müssen auch abstimmungspolitische Momente in Betracht gezogen werden, die das Schicksal der Volks-

initiative im Abstimmungskampf nicht unwesentlich beeinflussen und eine Belastung der Beziehungen zwischen Deutsch- und Westschweiz herbeiführen, die unbedingt vermieden werden sollte.

Ich empfehle Ihnen im Auftrage der konservativ-christlichsozialen Fraktion, aus den angeführten Gründen der Mehrheit der Kommission zu folgen und dem Antrag des Bundesrates auf Verwerfung der Volksinitiative zuzustimmen. Wir dürfen dem Bundesrat Vertrauen entgegenbringen in seinem Bestreben, zur weitern Eindämmung des Alkoholismus zum Rechten zu sehen und hier alles Notwendige anzuordnen, womit das in der Volksinitiative gesteckte Ziel ebenfalls erreicht wird.

Sauser, Berichterstatter der Minderheit: Im Einverständnis mit dem Herrn Ratspräsidenten werde ich zusammen mit meinem Eintretensvotum gleichzeitig den Antrag der Kommissionsminderheit begründen.

Wenn ich mich bereitgefunden habe, den Antrag der Kommissionsminderheit zum Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus hier zu vertreten, so geschieht es nicht deswegen, weil ich mich zu den Urhebern der Initiative zählen würde. Ich gehöre dem Initiativkomitee nicht an und bin darum auch nicht für den Text der allgemeinen Anregung verantwortlich. Ich hätte es persönlich überhaupt vorgezogen, wenn der an sich begrüssenswerte Vorstoss des Landesrings der Unabhängigen in der Form des ausgearbeiteten Entwurfes, dafür aber mit einer Rückzugsklausel versehen, eingereicht worden wäre. Nach meiner Auffassung hätte das eventuell den Bundesrat veranlassen können, einen annehmbaren Gegenvorschlag vorzulegen. Die Initianten hätten dann ihrerseits ihren Vorstoss zugunsten des Gegenvorschlages zurückziehen können.

Ich gehe auch mit den Gegnern der Initiative darin einig, dass der Text des Volksbegehrens einige Schwächen aufweist. Der Hauptmangel ist wohl darin zu erblicken, dass unter Ziffer 1 verlangt wird, die fiskalische Belastung der alkoholischen Getränke sei in erster Linie nach dem Alkoholgehalt abzustufen. Auf diesen Mangel ist ja durch die Voten der beiden Referenten und durch meinen verehrten Vorredner, Herrn Odermatt, soeben hingewiesen worden. Immerhin möchte ich solche Mängel nicht durch das Vergrößerungsglas betrachten, wie die Gegner das aus menschlich begreiflichen Gründen getan haben und noch tun werden. Es muss auch immer wieder betont werden, dass es sich um eine allgemeine Anregung handelt, was es durchaus ermöglichen würde, im Zuge des von Bundesrat und Bundesversammlung auszuarbeitenden neuen Textes von Artikel 32bis der Bundesverfassung gewisse Schönheitsfehler des Volksbegehrens noch zu beheben.

Wir stehen nun also vor der Entscheidung, entweder eine mit gewissen Mängeln behaftete Initiative Volk und Ständen zur Ablehnung zu beantragen oder dem Bundesrat den Auftrag zu erteilen, zuhanden der Bundesversammlung die Revision von Artikel 32bis der Bundesverfassung vorzubereiten. Auch im zweiten Falle werden selbstverständlich Volk und Stände das letzte Wort haben. Ein dritter Weg scheint nach dem vorliegenden Initiativtext und den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen nicht gangbar zu sein. Wie Sie aus der Fahne zu dieser Vorlage entnehmen können, ist aber eine Minderheit der Kommission der Meinung, die zweite Lösung sei dem Vorschlag der Kommissionsmehrheit vorzuziehen.

Bevor ich den Standpunkt der Kommissionsminderheit noch etwas näher begründe, möchte ich dem Bundesrat für die ausgezeichnete Botschaft zu diesem Geschäft meine

Anerkennung aussprechen. Ich habe die sehr aufschlussreichen Darlegungen über den Alkoholkonsum, über die dadurch verursachten Schäden, über die Wünschbarkeit einer verstärkten Bekämpfung des Alkoholismus und über die fiskalische Belastung der alkoholischen Getränke in der Schweiz und im Ausland mit grossem Interesse und innerer Zustimmung gelesen. Ich musste mich bloss immer fragen, wie der Bundesrat wohl am Schluss dazu gelangen werde, den Antrag auf Ablehnung der Initiative zu stellen. Gewisse Ansätze zu einem schlussendlichen *salto mortale* zeichnen sich erstmals im Abschnitt IV ab. Zur vollen Durchführung gelangt diese turnerische Übung jedoch erst auf der letzten Seite der Botschaft, wo sich der Bundesrat zwar vorbehält, auf die Frage der Einführung einer allgemeinen Getränkesteuer zurückzukommen, das Volksbegehren aber als unzweckmässig ablehnt.

Was verlangt denn eigentlich die Initiative? Ziffer 1 des Initiativtextes verlangt eine Ausdehnung der fiskalischen Belastung auf alle alkoholischen Getränke. Ich habe es bereits vorhin als Schönheitsfehler bezeichnet, dass verlangt wird, die Besteuerung solle in erster Linie nach dem Alkoholgehalt abgestuft werden. Nach den heutigen Erfahrungen unserer Trinkerfürsorgestellen ist nämlich das Bier am Alkoholismus in der Schweiz in höherem Masse schuld als der Wein. Ich bin auch der Auffassung, dass der einheimische Weinbau, soweit als möglich, geschont werden müsste, während die Importweine allerdings eine kräftige Belastung durch den Fiskus auf sich zu nehmen hätten. Die Kommissionsminderheit ist der Ansicht, dass in der Ausführungsgesetzgebung durchaus eine Verfeinerung in dieser Richtung möglich wäre.

Von den Gegnern der Initiative wird zu Punkt 1 des Volksbegehrens ins Feld geführt, es sei nicht möglich, den Alkoholkonsum durch eine höhere Besteuerung einzudämmen. Der Bundesrat schliesst sich dieser Argumentation keineswegs an. Er bemerkt auf Seite 16 der Botschaft richtig, dass die von den Alkoholproduzenten, wie von den Import- und Handelskreisen geltend gemachten Bedenken gegen die Ausdehnung der Besteuerung ihre Ursache ja nur in einem befürchteten Umsatzrückgang haben könnten. Der Bundesrat erklärt sich deshalb davon überzeugt, dass eine genügend hohe Alkoholsteuer, mit der damit verbundenen Verteuerung der alkoholischen Getränke, dazu beitragen könne, den Konsum einzuschränken. Dass eine Verringerung des Alkoholgenusses in der Schweiz zum Nutzen der Volksgesundheit und der Sicherheit im Strassenverkehr aber dringend erwünscht wäre, braucht nach den eindrucklichen Darlegungen im Abschnitt IV der Botschaft nicht besonders begründet zu werden. Die Erfahrungen in anderen Ländern zeigen eindeutig, dass die Besteuerung eines der Mittel ist – wenn auch natürlich nicht das einzige –, um den Alkoholismus einzudämmen.

Wir sollten in der Schweiz auch in vermehrtem Masse dazu gelangen, den privaten Alkoholkonsum gewissermassen «selbsttragend» zu gestalten. Der Preis, den der schweizerische Konsument für seine Flasche Bier, für sein Zweierli oder für seinen Kirsch bezahlt, deckt nämlich die der Öffentlichkeit aus diesem Konsum erwachsenden Belastungen keineswegs. Ich meine durchaus nicht, wir müssten etwa die Prohibition in der Schweiz einführen. Wenn es bei allen Schweizern bei der einen Flasche Bier, beim einzigen Zweierli oder bei einem einzigen Kirsch pro Tag bliebe, müssten wir ja über diese Probleme gar nicht reden. Dann wäre auch die Initiative sicher nicht eingereicht worden. Sie wissen aber, dass es in leider allzu vielen Fällen nicht beim mässigen Alkoholgenuss bleibt. Die Belastungen, die der öffentlichen Hand daraus durch die Inan-

spruchnahme von Spitälern, Irrenanstalten, Jugendheimen, Polizei, Gerichten, Strafanstalten und Fürsorgeinstitutionen, aber auch den Krankenkassen und Sozialversicherungen erwachsen, gehen in die Hunderte von Millionen Franken, wenn nicht gar die Milliardenengrenze überschritten wird. Wenn so viele Kassen zum Zuge kommen, ist eine genaue Schätzung natürlich schwierig. Die Kosten werden ganz sicher durch unsere so bescheidene Alkoholbesteuerung bei weitem nicht gedeckt. Von den durch Geld nicht messbaren und auch nicht wieder gutzumachenden seelischen Belastungen und Schädigungen wollen wir gar nicht erst reden.

Ich stelle nur immer wieder fest, dass viele Mitbürger, die keineswegs Abstinente sind, es einfach nicht begreifen können, dass in unserem Lande der Alkoholkonsum fiskalisch derart mit Glacéhandschuhen angefasst wird, ob schon es sich ja nicht um die Besteuerung von lebensnotwendigen Nahrungsmitteln handelt. Unser Volk gibt für alkoholische Getränke gegenwärtig rund 2 Milliarden Franken pro Jahr aus. Der Gesamtertrag der fiskalischen Belastung beläuft sich aber nach der Tabelle auf Seite 13 der Botschaft, inklusive Wust, nur etwa auf 250 Millionen Franken. Wenn die Besteuerung des Alkohols etwa das Doppelte einbringen würde, so wären wir immer noch weit unter dem Niveau Englands und der skandinavischen Staaten. Dafür wäre doch mit einem Rückgang des Alkoholverbrauchs zu rechnen, was das Hauptziel der Initianten darstellt.

Wenden wir uns noch kurz dem zweiten und dritten Begehren der Initianten zu. Punkt 2 verlangt eine Unterdrückung des Schwarzhandels mit Branntwein, nötigenfalls durch Aufhebung der Hausbrennereien gegen Entschädigung. Ich möchte keineswegs die bisherigen Anstrengungen unserer Alkoholverwaltung und ihres verdienten Direktors auf diesem Gebiete übersehen. Es muss auch dankbar anerkannt werden, dass der jetzige Chef des Finanz- und Zolldepartementes die Beamten unserer Alkoholverwaltung bei der Erfüllung ihrer durch Verfassung und Gesetz vorgeschriebenen Aufgaben in loyaler Weise unterstützt.

Der Bundesrat glaubt, dem Schwarzhandel und den Missbräuchen bei der Hausbrennerei mit den bisherigen gesetzlichen Mitteln beikommen zu können. Es könnte aber sicher nicht schaden, wenn das Instrumentarium auf diesem Gebiet durch die Initiative noch etwas verbessert würde.

Der dritte Punkt des Initiativtextes verlangt, dass die Erträge der fiskalischen Belastung der alkoholischen Getränke mindestens im bisherigen Umfang für die AHV, die Bekämpfung des Alkoholismus und die allgemeinen Bedürfnisse der Kantone zu verwenden seien. Ein allfälliger Mehrertrag soll dagegen der Finanzierung des Gewässerschutzes dienen. Es wäre zwar eigentlich wünschenswert, den auch nach Meinung des Bundesrates zu hohen Alkoholkonsum in der Schweiz so stark zurückdämmen zu können, dass die Ausdehnung der Alkoholbesteuerung gar keinen Mehrertrag brächte. Damit wären die Initianten sicher auch zufrieden. Leider ist eine solche Erwartung in der gegenwärtigen Wohlstandsgesellschaft wohl nicht ganz berechtigt. So ist es durchaus sinnvoll, eine Zweckbestimmung für einen allfälligen Mehrertrag aufzustellen. Der Gewässerschutz ist ja von eminenter Bedeutung für unsere Volksgesundheit. Es ist also nicht abwegig, wenigstens einen Teil der Aufwendungen dafür bei denjenigen Flüssigkeiten abzuschöpfen, die unserer Volksgesundheit abträglich sind, falls sie – was leider noch zu häufig der Fall ist – im Übermass genossen werden.

Damit komme ich zum Schluss. Die Kommissionsminderheit ist der Auffassung, die Initiative bringe trotz der auch von uns nicht übersehenen Mängel so viele Vorteile für die Bekämpfung des Alkoholismus in der Schweiz mit sich, dass sie nicht einfach mit dem Antrag auf Verwerfung Volk und Ständen zur Abstimmung vorgelegt werden dürfe. Es sollte wenigstens der Versuch gemacht werden, den Stimmbürgern einen neuen Artikel 32 bis der Bundesverfassung zum Entscheid zu unterbreiten. Die Kommissionsminderheit ist realistisch genug, um zu wissen, dass auch dann, wenn die Bundesversammlung unserem Antrag folgt, eine derartige Vorlage in der Volksabstimmung von den am Alkoholkonsum interessierten Kreisen hart bekämpft würde.

Ich möchte nochmals betonen, dass es natürlich in keiner Weise darum geht, in der Schweiz den Alkoholkonsum überhaupt zu verbieten. Es ist auch nicht die Rede davon, die vielen Mitbürger, die in der Schweiz vom Weinbau leben und beispielsweise die Gegend vom Genfersee bis weit ins Wallis hinauf in einen prächtigen Garten verwandelt haben, zu einem Berufswechsel zu zwingen. Es soll lediglich angestrebt werden, dass von den Gaben, die uns die Natur und der Fleiss der Obst- und Traubenproduzenten in so reichem Masse anbieten, ein besserer Gebrauch als bisher gemacht werde.

Wie bei der Gewässer- und Luftverschmutzung, wird auch beim Alkoholismus die Lage langsam ernst. Wir sollten deshalb jede Gelegenheit benützen, die unbefriedigenden Verhältnisse zu verbessern. Das Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus bietet eine solche Gelegenheit. Ich lade Sie ein, auch im Namen der demokratischen und evangelischen Fraktion, davon einen guten Gebrauch zu machen und den Anträgen der Kommissionsminderheit zuzustimmen.

Fischer: Die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei, in deren Namen ich hier die Ehre habe zu sprechen, beantragt Ihnen einmütig, auf den vom Bundesrat vorgelegten Entwurf für einen Bundesbeschluss über das Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus einzutreten und ihn in der vorliegenden Form anzunehmen, das heisst den Stimmbürgern zu empfehlen, das vom Landesring der Unabhängigen am 30. Oktober 1963 eingereichte Volksbegehren abzulehnen. Die Gründe, die uns zu dieser Stellungnahme veranlassen, sind die folgenden:

Die vorliegende Initiative leidet nach unserem Dafürhalten, wie das übrigens Herr Kollege Odermatt bereits eindringlich dargelegt hat, an einem grossen inneren Widerspruch. Auf der einen Seite wird die Bekämpfung des Alkoholkonsums angestrebt, und auf der anderen Seite schreibt man genau vor, was mit den dadurch anfallenden, vermehrten finanziellen Mitteln getan werden soll. Diese doppelte Zielsetzung ist unmöglich, weil sich die beiden anvisierten Ziele gegenseitig ausschliessen. Entweder hat die Bekämpfung des Alkoholkonsums in der von der Initiative aufgezeigten Richtung Erfolg, dann werden ganz zwangsläufig die Sondersteuern auf dem Alkohol kleinere Erträge abwerfen, und es wird kein zusätzlicher Mehrertrag nach einer noch so verlockenden Aufschlüsselung verteilt werden können, oder aber die von den Initianten vorgezeichneten Massnahmen bleiben in bezug auf den Verbrauch von alkoholischen Getränken wirkungslos; in diesem Falle resultieren wohl grössere finanzielle Erträge, aber der im Titel der Initiative niedergelegte Hauptzweck wird in keiner Weise erreicht, und die ganze Massnahme darf in diesem Falle nicht unter der Bezeichnung «Bekämpfung des Alkoholismus» segeln. Hier sind zwei Ziele miteinander verkoppelt,

die sich gegenseitig restlos ausschliessen. Dass das zweite Ziel der Initiative, die Abschöpfung vermehrter Mittel für den Fiskus, die primäre Zielsetzung des eingereichten Volksbegehrens, das heisst für die Bekämpfung des Alkoholismus, unter Umständen sogar gefährlich sein kann, geht aus dem nachfolgenden Zitat des deutschen Finanzwissenschaftlers Prof. Dr. Lotz hervor, der einmal festgestellt hat: «Je mehr der Fiskus von einer Gewohnheit, die für bekämpfenswert erklärt wird, einnimmt, um so mehr ist er daran interessiert, dass in der Bevölkerung der moralische Nebenzweck der Besteuerung nicht zu sehr zum Ziele gelange.»

Es stellt sich in diesem Zusammenhang die grundsätzliche Frage, ob der Alkoholverbrauch mit fiskalischen Mitteln überhaupt gesenkt werden könne. Die Erfahrungen, vor allem im Ausland, haben gezeigt, dass eine schwache oder mässige Alkoholbesteuerung auf den Verbrauch von alkoholischen Getränken praktisch keinen Einfluss hat. Es müssen prohibitive Belastungsansätze eingeführt werden, wenn beim Konsum ein spürbarer Rückgang eintreten soll. Eine zusätzliche prohibitive Belastung aller alkoholischer Getränke würde aber zwangsläufig grosse wirtschaftliche Nachteile für unsere inländischen Wein- und Obstbaugebiete schaffen, und es ist deshalb auch sehr begreiflich, dass sich vor allem in der Westschweiz starke Widerstände gegen diesen Vorstoss geltend machen. Dazu möchte ich aus persönlicher Sicht lediglich feststellen, dass mir ein gutes Verhältnis mit unseren chères confédérés weit mehr wert ist als jene paar Millionen, die durch eine zusätzliche Besteuerung unserer einheimischen Weine der Alkoholverwaltung, das heisst dem Fiskus, zufließen würden. Man kann sich überdies mit Fug und Recht fragen, ob es nicht widersinnig sei, wenn man auf der einen Seite aus zwingenden volkswirtschaftlichen Gründen den Wein- und Obstbau unterstützt und dann auf der anderen Seite den Absatz der Produkte dieser beiden Betriebszweige zusätzlich erschwert.

Wenn wir uns vergegenwärtigen, wie gross bei uns der Alkoholverbrauch im Vergleich zu den andern europäischen Staaten ist, so stellen wir fest, dass wir uns zusammen mit Westdeutschland und Österreich im Mittelfeld befinden. Wir konsumierten im Jahre 1963 pro Kopf der Bevölkerung rund 10 Liter reinen Alkohol. Westdeutschland und Österreich brachten es auf je 9 Liter. Frankreich weist mit 20 Litern den grössten Verbrauch an alkoholischen Getränken auf, den kleinsten finden wir in den nordischen Staaten mit 3 bis 5 Litern. In bezug auf den Anteil der Alkoholausgaben am gesamten Volkseinkommen gehören wir im europäischen Vergleich zusammen mit Norwegen und Schweden mit 3,5 bzw. 4% zu jenen Ländern, die gemessen am Nettosozialprodukt am wenigsten für alkoholische Getränke ausgeben. Es besteht also auch in dieser Hinsicht bei uns keine aussergewöhnliche Situation.

Über die Entwicklung des Verbrauchs an alkoholischen Getränken im Laufe der letzten 25 bis 30 Jahre hat Sie bereits Herr Kollege Odermatt orientiert. Ich kann es mir wohl ersparen, näher darauf einzutreten. Feststellen möchte ich lediglich, dass der Wein- und der Obstweinverbrauch zum Teil merklich zurückgegangen sind, während der Konsum an Bier um rund 45% und derjenige an gebrannten Wassern gegenüber der Vergleichsperiode 1933 bis 1938 um 56% zugenommen hat.

Wenn man nun den Alkoholismus bekämpfen will, so muss man auf diese Entwicklung des Konsums Rücksicht nehmen, das heisst die Bekämpfungsmassnahmen müssten sich logischerweise vor allem auf jene Getränke konzentrieren, die in den letzten Jahren die grösste Konsumausweitung erfahren haben. Da liegt nun der zweite Hauptnachteil der vorliegenden Initiative. Im Initiativtext heisst

es ausdrücklich – Herr Kollege Sauser hat Sie schon darüber orientiert –, dass die Belastung nach dem Alkoholgehalt abzustufen sei. Dadurch würde wegen seines relativ geringen Alkoholgehaltes das Bier stark begünstigt; sein Konsum würde wohl zwangsläufig weiter zunehmen. Also ausgerechnet jenes Getränk, das im Verlaufe der letzten 20 Jahre eine der stärksten Verbrauchszunahmen erfahren hat, würde durch die in der Initiative vorgeschlagenen Massnahmen wohl am meisten profitieren. Dabei heisst es, dass der Bierkonsum auch insofern eine gewisse Gefahr darstelle, als er sehr oft zum Schnapskonsum führe, das heisst in der Regel verläuft die Entwicklung vom Bier zum Schnaps. Ich kann das leider nicht überprüfen, meine Entwicklung nimmt hier eine andere Richtung.

Zusammenfassend möchte ich feststellen, dass die vorliegende Initiative nicht nur einige Schönheitsfehler aufweist, wie dies Herr Kollege Sauser so nett gesagt hat, sondern einige handfeste Widersprüche enthält, die man in einem Volksbegehren auf keinen Fall hinnehmen darf. Es muss auch festgestellt werden, dass wir über das notwendige Instrumentarium, das wir für fiskalpolitische Massnahmen auf diesem Gebiet nötig haben, bereits verfügen. Ich möchte in diesem Zusammenhang lediglich an die Artikel 32 bis und 41 ter der Bundesverfassung erinnern, wo gesagt wird, dass gebranntes Wasser und dass das Bier zusätzlich belastet werden können. In Artikel 32 bis wird sogar ausdrücklich dargelegt, dass die Gesetzgebung, das will heissen die Belastung der gebrannten Wasser, so zu gestalten sei, dass deren Verbrauch vermindert werde. Die gesetzlichen Voraussetzungen, die nötig sind, um das fiskalpolitische Instrumentarium für diesen Zweck einzusetzen und anzuwenden, bestehen also bereits.

Abschliessend möchte ich sagen, dass wir die grosse Gefahr, die der Alkoholkonsum für etliche Teile unseres Volkes darstellt, keinesfalls verkennen wollen. Wir sind aber der Meinung, dass das Problem, um das es hier geht, getrennt behandelt werden muss: auf der einen Seite die klare Konzeption des Alkoholkampfes, des Kampfes gegen den Alkoholismus, und auf der andern Seite die Möglichkeiten zur Schaffung neuer fiskalischer Quellen. Das Problem einer allgemeinen Getränkesteuer ist mit dieser unserer Stellungnahme nicht endgültig und abschliessend geregelt. Diese Sache muss als Instrument unserer Finanz- und Fiskalpolitik überprüft werden, aber in einem viel umfassenderen, gründlicheren und zielgerichteteren Rahmen, als dies in der Initiative des Landesringes getan worden ist. Deshalb möchte ich Sie nochmals bitten, dem Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen und dem Schweizervolk die Ablehnung dieser Initiative zu beantragen.

Bächtold: Jedermann hier im Rate ist sich darin einig, dass der Alkoholmissbrauch ein Problem von grosser Tragweite ist. Man sagt, gesetzliche Grundlagen seien genügend vorhanden, um dieses Problem zu lösen. Aber mir scheint, es werde in dieser Hinsicht trotz den gesetzlichen Unterlagen zu wenig getan. Man behandelt wohl Alkoholkrankte, zum Teil auf Kosten der Allgemeinheit; aber wäre es nicht besser, zu verhüten statt zu heilen, Prophylaxe statt Therapie? Prophylaxe heisst auf dem Gebiet des Alkoholismus Erschweren des Konsums. Und weil der empfindlichste Körperteil des Schweizers immer noch das Portemonnaie ist, heisst Erschweren Verteuern. Dazu kommt noch, dass auch hier gilt, was überall Gültigkeit hat: Das Bessere ist der Feind des Guten. Das Schlechte oder weniger Gute belasten und das Bessere entlasten! Ein kleines Beispiel aus dem täglichen Leben: Kaum auf einem Gebiet tritt das Alkoholproblem so augenscheinlich zutage wie auf den

Baustellen. Früher, zum Teil aber auch heute noch, beherrschte und beherrscht die Bierflasche die Baustellen, und mancher Unfall war und ist auf Alkoholmissbrauch zurückzuführen. Wir haben seinerzeit auf den Grossbaustellen der Grimselkraftwerke vor fünfzehn Jahren begonnen und erstmals versucht, den alkoholischen Getränken etwas Besseres und Billigeres entgegenzusetzen. Gegen grosse Widerstände und gegen ein allgemeines Gelächter der zünftigen Bauarbeiter haben wir pasteurisierte Milch, im Sommer gekühlt, im Winter heiss, ausgeschenkt, mit Brötchen und kleiner Zugabe für den Neun-Uhr-Imbiss und für das Zvieri. Die Milch wurde vom Bauherr aus verbilligt abgegeben, und das Wunder geschah: Nach etwa einem Jahr schenkten wir täglich über 100 Liter Milch aus. Die Bierflaschen verschwanden von den Baustellen. Mit dem Rückgang des Alkoholkonsums, vor allem eben des Bierkonsums, gingen – statistisch nachgewiesen, das können wir heute noch an Hand der Kurven zeigen – die Unfälle zurück. Das Sprichwort vom Besseren, das der Feind des Guten ist, hat sich also hier bewährt. Es hat sich auch wieder einmal erwiesen, dass die Erschwerung des Konsums alkoholischer Getränke und die Erleichterung des Konsums alkoholfreier Getränke sich tatsächlich segensreich ausgewirkt hat.

Ich bin deshalb für Unterstützung der Initiative und möchte betonen, nicht aus politischen, sondern aus sozialen und hygienischen, auf Erfahrung gegründeten Motiven.

Gerosa: Es ist ein gewagtes Unternehmen, hier am Pulte für die Initiative einzutreten, nachdem der Bundesrat, die Mehrheit der nationalrätlichen Kommission und der Grossteil der Fraktionen bereits deren Ablehnung beschlossen haben. Wenn ich es trotzdem wage, Ihre Zeit in Anspruch zu nehmen, so nur deshalb, weil ich den Glauben an das Gute im Menschen noch nicht verloren habe. So wie ich an die Rettung jedes Alkoholgebundenen glaube, vertraue ich darauf, dass aus Ihnen, meine verehrten Herren Ratskollegen, in bezug auf die Initiative aus Saulussen Paulusse werden könnten.

Es geht bei der Initiative nicht, wie die meisten Ratskollegen meinen und sich von alkoholinteressierten Kreisen haben einimpfen lassen, um ein abstinenzpolitisches Anliegen, sondern um die Erfüllung einer christlichen Pflicht. Es geht bei der Initiative in erster Linie um Menschen und nicht um neue steuerliche Einnahmen.

Wir sind als Nationalräte mit Eid verpflichtet, Kraft und Ehre der schweizerischen Nation zu wahren, die Unabhängigkeit des Vaterlandes, die Freiheit und die Rechte des Volkes und seiner Bürger zu schützen und zu schirmen und überhaupt alle Pflichten gewissenhaft zu erfüllen, so wahr uns Gott helfe! Jetzt müssen wir, wenn wir den geleisteten Eid ernst nehmen, zu einem Anliegen mutig ja sagen, das dem ganzen Volke zum Segen gereichen wird und das Ansehen unseres Landes fördert. Private Interessen müssen jetzt zurücktreten, die Liebe zum Volk muss alles Trennende überwinden und die Alkoholproduzenten, die Winzer und Bauern müssen den Beweis erbringen, dass ihnen Gemeinnutz vor Eigennutz geht. Ich appelliere im besondern an Ratskollegen, welche eine christliche Grundhaltung in sich tragen, und an die Kollegen der Linken, welche die Bekämpfung des Alkoholismus erfreulicherweise in ihr Parteiprogramm aufgenommen haben. Mag die Initiative auch einige «Schönheitsfehler» aufweisen, darf dies kein Grund zu deren Ablehnung sein. Da sie in Form der allgemeinen Anregung eingereicht ist, hat der Bundesrat die Möglichkeit, solche «Schönheitsfehler» auszumerzen und eine allgemein besser befriedigende Lösung zu schaffen. Was wir heute grundsätzlich

zu bejahen haben, ist das, was der Bundesrat in seiner Botschaft auf Seite 24 wie folgt ausdrückt: «Der Grundgedanke der Initiative, nämlich die Notwendigkeit einer verstärkten Bekämpfung des Alkoholismus, verdient vorbehaltlose Unterstützung.»

Entscheidend ist Punkt eins der Initiative, wo gemäss der Erkenntnis des Bundesrates verlangt wird, dass die Steuer auf alle alkoholischen Getränke ausgedehnt wird. Es geht um die Bekämpfung des sich immer mehr ausbreitenden Wohlstandsalkoholismus.

Sie haben eindruckliches Dokumentationsmaterial von der Zentralstelle zur Bekämpfung des Alkoholismus in Lausanne erhalten, ebenso von der Sozialen Studienkommission des Schweizerischen Reformierten Pfarrvereins und eine ausgezeichnete Schrift aus der Reihe «Volk und Alkohol» vom Schweizerischen Verein des Blauen Kreuzes. Bei dessen Studium haben Sie bestimmt die Gewissheit empfunden, dass die Initiative nichts Unmögliches verlangt, aber ein dringliches Anliegen ist, das nicht aufgeschoben werden darf.

Eine Verzögerung der Eindämmung der steigenden «Flut» durch Ablehnung der Initiative wäre mehr als ein Schildbürgerstreich. Die Spitäler und Heilanstalten sind überfüllt; die Strafanstalten und Erziehungsheime werden in immer grösserer Zahl von Alkoholdelinquenten frequentiert. Auf den Strassen liegen Unfalltote. Mütter werden allzufrüh zu Witwen und Kinder zu Waisen, und unauslöschlich ist der Schmerz, wenn ein an sich guter Vater das Opfer des Alkohols geworden ist.

Schon in der vorberatenden Kommission versuchte man mein Einstehen für die Initiative mit dem Schlagwort «déformation professionnelle» abzutun. Leichtfertig haben Kollegen von «aufbauschen» und «dramatisieren» gesprochen, weil sie nicht zugeben wollen, dass das Alkoholgeschäft für unzählige Menschen die Ursache unermesslichen Leides ist. Es gibt bei der Alkoholnot kein «Aufbauschen» und «Dramatisieren». Die Wirklichkeit ist so deprimierend, dass man sie überhaupt nicht zu illustrieren vermag. Selbst wenn der «Blick» einzelne Alkoholikertagödien in Grossaufmachung bringt, ist nicht zu ahnen, was die Betroffenen zu leiden haben.

Über 150 Trinkerfürsorger in unserem Lande verzehren ihre Kräfte, um den Alkoholopfern Hilfe zu bringen. Sie gestatten mir, nur einige «Müsterchen» aus meiner persönlichen Tätigkeit zu erwähnen. Es sind nur ganz wenige aus der Kartothek von rund 300 «Freunden». Sie können dann ermessen, wieviel Not und Elend der Alkohol in unserem Lande anrichtet, wenn Sie die Zahl der 300 Schützlinge mit 150 multiplizieren und bedenken, dass die meisten dieser Betreuten eine Familie haben. Man rechnet in unserem Lande mit rund 300 000 direkt und indirekt unter der Alkoholnot leidenden Menschen.

Einem Protokoll des Regierungsrates des Kantons St. Gallen vom September 1965 entnehme ich folgenden Passus: «Wie den vorliegenden Akten zu entnehmen ist, hat ‚X‘ seit seiner Entlassung bereits wieder sträflich versagt. Das ihm zur Verfügung gestellte Sackgeld setzte er laufend in Alkohol um. So verbrauchte er einmal von Freitag bis Sonntag 425 Franken und ein anderes Mal innert einer halben Woche 730 Franken. Mehrmals ist er auch nicht zur Arbeit erschienen.»

Von einem andern Betreuten heisst es in einem Bericht des Psychiaters: «Er geniesst einen schlechten Leumund und stand schon einige Male in Untersuchungshaft wegen Sachbeschädigung, Hausfriedensbruch, SVG-Delikten, Amtsanmassung, Drohungen, Diebstählen sowie wegen

Raubüberfällen. Die meisten Delikte erfolgten nach übermässigem Alkoholgenuss.»

3. Beispiel: «Am Auffahrtstag 1962 unter Alkoholeinfluss einen Polizisten bedroht und nachher tödlich angegriffen.»

4. Beispiel: «DR ist schon mehrfach wegen Entwendung eines Motorfahrzeuges zum Gebrauch und Fahrens im angetrunkenen Zustand verurteilt worden.»

5. Beispiel: «HB hat sich schon mehrfach wegen Vermögensdelikten zu verantworten gehabt und hat jetzt neuerdings einem Mitarbeiter 500 Franken entwendet. Er gibt an, bei seinen Delikten meist unter Alkoholeinfluss gestanden zu haben.»

6. Beispiel: «Er war als Chauffeur tätig und hat sich schon einige Male nach übermässigem Alkoholgenuss mit jungen Mädchen zwischen 15 und 17 Jahren eingelassen, obschon er seit 1947 verheiratet und Vater von drei Kindern ist.»

Weiter heisst es in einem andern Fall: «An Vorstrafen weist er auf: Eine Wirtshausschlägerei mit einfacher Körperverletzung; 1960 wiederum einfache Körperverletzung und Imstichlassen eines Verletzten. Er ist verheiratet, und seine Frau erwartet das erste Kind. Er selbst stammt aus einer Familie mit 11 Kindern.»

Und zum Schluss der Beispiele, die ich Ihnen dutzendfach vermehren könnte, einige Sätze aus einem Briefe eines nach Freiheit ringenden jungen Alkoholikers, welcher heute als Opfer auf dem Friedhof ruht. Er schrieb mir am 4. Mai 1964:

«Schon öfters hatte ich einen Anlauf genommen, da es mir ja schon lange bewusst war, dass der ‚König‘ Alkohol mein grosser Verderber war, der mich schon wiederholt an den Rand der Verzweiflung und an den Abgrund des totalen Ruins, in seelischer, moralischer und materieller Beziehung, brachte. – Mehr als 20 Jahre war ich ein gelehriger Schüler dieses grossen Gauklers, der mich zum Gelegenheitstrinker, zum Säufer, ja sogar zum Verbrecher erniedrigte.

Freilich beschäftigt mich diese Kurzschlusshandlung, die mir heute so unverständlich ist. Ich sagte unverständlich für mich, weil ich das doch gar nicht wollte, weil Dämon Alkohol meinen Sinn, meine Gedanken berauschte; mir jedes klare Denken in meiner Verzweiflung raubte, um mich gleich einem Medium gefügig zu machen, und wie gefügig ich war, das zeigte das Produkt dieser gemeinen, brutalen und primitiven Tat, die ich nüchtern niemals begehen könnte, zu der ich nicht einmal den Gedanken aufbringen würde.»

Alkohol bedeutet nicht nur Lebensfreude, sondern auch Geldverschwendung, Sachbeschädigung, Hausfriedensbruch, Diebstahl, Gewaltanwendung, Fahren im angetrunkenen Zustande, unzüchtige Handlungen, Notzuchtversuch, Raub, Mord, Totschlag, Körperverletzungen, Ruhestörung usw. Nicht zu sprechen von den Familien, welche all ihr Hab und Gut verlieren; dem Notstand und der Verarmung ausgesetzt sind.

Dass auch die öffentliche Hand reichlich zum «Handkuss» kommt, beweist eine Notiz aus dem Waadtland. Das Sanitätsamt schreibt: «Die Schäden des Alkoholismus (Krankheit, Unfälle, Arbeitsunfähigkeit) sowie der Kampf gegen den Alkoholismus belasten den Kanton Waadt jährlich mit rund 15 Millionen Franken, das heisst mit ungefähr 40 Franken je Kopf der Bevölkerung.»

Es ist eben leichter und interessanter, Riesengewinne einzustreichen und Dividenden auszuschütten, als für die Opfer des Alkohols aufzukommen. Ich kann nicht verstehen, wie verantwortungsbewusste Männer die Initiative

zur Eindämmung dieser unbestreitbaren Notlage ablehnen können.

Die Alkoholproduzenten werden ja die vorgesehene Steuer nicht selbst bezahlen; sie wälzen sie auf die Konsumenten ihrer Getränke ab.

Niemandem wird sein «Gläschen in Ehren» verwehrt. Wem es Spass und Lebensfreude bereitet, im Freundeskreis ein Glas Wein zu trinken, wer auf seinen «Schlummerbecher» nicht verzichten will, wird eine bescheidene Alkoholsteuer gerne auf sich nehmen, wenn er weiss, dass mit dem Ertrag der Steuer die Ausgaben für die Opfer des Alkohols bestritten werden.

Wer aber süchtig trinken will oder sogar süchtig trinken muss und dadurch seine Gesundheit gefährdet, soll mit der Alkoholsteuer nach Möglichkeit vom Trinken abgehalten werden.

Der Einwand, dass der süchtige Alkoholiker mit Steuern nicht vom Trinken abgehalten werden könne, ist absolut richtig. Wenn er aber ohnehin alles Geld vertrinkt und keine oder nur geringe Alkoholsteuer besteht, ist der Alkoholverkäufer der einzige Gewinner, und die Allgemeinheit, welche den Alkoholiker und seine Familie erhalten muss, geht praktisch leer aus.

Ich begreife nicht, weshalb man dieser gerechten Alkoholbesteuerung so unerbittliche Opposition bereitet, es sei denn, man empfinde Freude daran, wenn das Volk leidet.

Der Gedanke einer allgemeinen Getränkesteuer, wie sie dem Bundesrat vorschwebt, ist völlig undiskutabel.

Wir können doch nicht den Alkoholismus bekämpfen – und etwas anderes will die Initiative nicht –, indem wir gesunde Fruchtsäfte und Mineralwasser in eine Alkoholsteuer miteinbeziehen und sie damit erneut von der Konkurrenzfähigkeit ausschliessen.

Wenn ein Tee nature in Bern 90 Rappen kostet und ein Becher Bier 50 Rappen, dann kann ich es keinem Arbeiter übelnehmen, wenn er dem Becher Bier den Vorzug gibt. Wenn aber ein Süssmost oder Glas Milch 40 Rappen kosten würde und der Becher Bier 50 Rappen, dann würde vielleicht mancher dem alkoholfreien Getränk den Vorzug geben. In der Regel ist es aber so, dass das Glas Milch zu zwei Deziliter 60 Rappen kostet, der Becher Bier höchstens 50 Rappen.

Dass uns ausgerechnet auch die Bauern mit unserem Anliegen im Stiche lassen wollen, ist deprimierend. Ihr Bauern, warum wollt ihr uns nicht helfen? Die Initiative will ja mit Steuern nur belasten, was dem Volke schadet und dem Staate Riesensummen an Auslagen verursacht.

Es gäbe zwar eine Lösung des Alkoholproblems, bei welcher wir auf jegliche Alkoholsteuer verzichten könnten. Die Lösung wäre die, dass die Alkoholproduzenten für die Schäden und die Opfer des Alkohols selbst aufkommen würden. Ich garantiere Ihnen, dass dann die Alkoholproduzenten bald auf alkoholfreie Säfte umstellen würden.

Leider liegen die Dinge heute noch ganz anders. Das Geschäft wird diesen Herren leicht gemacht. Erst lässt man sie frisch-fröhlich produzieren und mit raffinierter Reklame, sogar auf öffentlichem Grund der SBB, die Leute zum Trinken animieren, und wenn Schwache vom Trinken krank geworden sind, dann müssen heute nach KUVG die Krankenkassen für die Wiederherstellung, wenn sie noch möglich ist, aufkommen.

Alkoholismus sei Krankheit, ist die neueste Entdeckung der Wissenschaft. Sonderbar! Da können also Leute auf Kosten der Gesundheit der Menschen dicke Geschäfte tätigen, und für die Folgen dieser Trinkerei

sollen dann die Krankenkassen und die öffentliche Hand aufkommen.

Man müsse das Volk eben aufklären. Dr. med. R. Siebenmann, Chefarzt des Pathologischen Institutes vom Kantonsspital St. Gallen, traut dieser Aufklärung nicht viel zu. Anlässlich eines Vortrages im Schosse des TCS St. Gallen sagte er: «Der chronische Alkoholismus ist immer noch eine erschreckend grosse Angelegenheit, führt er doch zu schweren Leberschäden. Alkohol schädigt ausgesprochen Nerven und Herz und führt zu psychischen Krankheiten. Ich hege Zweifel, dass der Alkoholismus mit Aufklärung bekämpft werden kann, weil zum Beispiel beim Kampf gegen Brustkrebs und gegen Schädigung durch Zigarettenrauchen Aufklärung auch nichts nützt.»

Ich bin der Meinung, dass man das eine tun und das andere nicht lassen sollte. Eine allgemeine Alkoholsteuer wird nicht der Weisheit letzter Schluss sein. Sie wird aber dem Bunde so viele Mittel einbringen, dass er für die Opfer des Alkohols besser sorgen und die Allgemeinheit wesentlich entlasten kann.

Und wenn darüber hinaus noch etwas für den Gewässerschutz übrig bliebe, wäre dies nur zu begrüssen. In der vergangenen Woche hat ein Interpellant erklärt, dass der Gewässerschutz in den nächsten Jahren fast 6 Milliarden Franken beanspruchen werde. Kantone und Gemeinden rechnen damit, dass der Bund den Löwenanteil der Kosten tragen werde. Der Einwand, es sei ungerecht, eine einzige Gewerbegruppe den Gewässerschutz finanzieren zu lassen, ist nicht haltbar, weil die Steuern nicht von der Alkoholindustrie bezahlt werden, sondern von denen, welche ihre Getränke konsumieren.

Wenn die Alkoholsteuer den Konsum der alkoholischen Getränke wirklich spürbar vermindern sollte, was wir selbstverständlich anstreben und erwarten, dann werden die Summen der nicht entstehenden Schäden weit grösser sein, als was die Alkoholsteuer einbringen wird.

Sie alle werden dereinst das Glück empfinden mit mir teilen, wenn Sie erleben, dass die Alkoholnot hat eingedämmt werden können, denn Bewahren ist in jedem Falle verheissungsvoller als Heilen.

Und nun noch ein Letztes: Alle Menschen sind mir lieb; auch die Winzer und Bierbrauer. Was geschieht mit ihnen, wenn der Alkoholkonsum merklich zurückgehen sollte? Lasst dies mit gutem Gewissen ihre eigene Sorge sein. Es ist längstens bekannt, dass man aus Trauben auch Traubensaft herstellen kann. Die Winzer werden auf Traubensaft umstellen und die Bierbrauer den Ausstoss von alkoholfreien Fruchtsäften intensivieren. Ein schlagendes Beispiel hierfür erzählte uns in der nationalrätlichen Kommission Herr Kollega Etter. Früher habe er ausschliesslich vergorene Säfte verkauft; heute betrage sein Ausstoss 75 bis 80 % alkoholfreie Getränke.

Nachdem alle Bedenken zerstreut sind, dass ein Alkoholproduzent wegen der Zustimmung zur Initiative armengeössig werde, die berechtigte Hoffnung aber besteht, dass viele Menschen vor der Armutgeössigkeit bewahrt werden können, bitte ich Sie herzlich, den Anträgen der Minderheit zuzustimmen und damit dem Bundesrat den Auftrag zu erteilen, die Partialrevision von Artikel 32 bis der Bundesverfassung an die Hand zu nehmen.

Etter: Sie werden es gewiss verstehen, wenn nach dem leidenschaftlichen Bekenntnis meines Vorredners nun auch einer auf die Tribüne steigt, der dank seiner beruflichen Tätigkeit täglich mit diesen Alkoholfragen zu tun hat. Ich weiss selbstverständlich, dass es nicht ganz ungefährlich ist, das von hier aus zu tun. Es scheint mir aber doch not-

wendig zu sein, gerade nach der bisherigen Diskussion, dass einer, der die Dinge aus der praktischen Sicht kennt, nun gewisse Dinge vielleicht auf den rechten Nenner zurückführt. Ich glaube im übrigen, zu einem Diskussionsvotum gewisse Legitimationen mitzubringen. Einmal darf ich vielleicht sagen, dass ich glaube, dass der Sprechende vom Gift Alkohol weder mehr noch weniger gefährdet ist als irgendeiner der Herren hier im Saal drin. Ich hoffe, dass das auf alle Zeiten so bleiben werde. Dann hat mir Herr Kollega Gerosa ja nun einiges bereits vorweggenommen. In der Tat haben wir vor 30 Jahren, als ich in unser Geschäft eintrat, ungefähr drei Viertel bis vier Fünftel alkoholische Getränke produziert und ausgestossen; heute sind es noch knapp 20 bis 25 %. Ich darf also für mich in Anspruch nehmen, dass ich mich auch beruflich ganz ordentlich gebessert habe!

Nun zur Sache selber: Als Gegner der Initiative des Landesrings möchte ich durchaus anerkennen, dass in der Zielsetzung dieser Initiative ein guter Kern ist. Wer als Gemeindepräsident und damit auch als Friedensrichter während 12 Jahren in einer mittelgrossen Gemeinde mit all den Sorgen, Nöten und Schwächen seiner Mitbürger zu tun hatte, der kann nicht anders als bekennen, dass ein «Problem Alkohol» in der Tat besteht. Allzuoft wird ein Gemeindeoberhaupt und ein Friedensrichter mit diesen Dingen belästigt; er könnte aber seine Zeit sicher für nützlichere Dinge verwenden. Trotzdem muss aber vor Übertreibungen gewarnt werden. Es ist dann doch nicht so, dass in einer Gemeinde, wie man das vielleicht nach dem Votum von Herrn Kollega Gerosa glauben könnte, vielleicht die Hälfte oder sogar mehr Bürger dem Alkohol verfallen wären, sondern die überwiegende Anzahl Bürger, Frauen und Männer, sind immerhin sehr ehrenwerte Gestalten, die das richtige Mass in der Regel von selber kennen. Diese Tatsache muss hier einmal in aller Deutlichkeit gesagt werden. Es ist auch beizufügen, dass ich persönlich nicht daran glaube, dass im heutigen Moment das Schweizer Volk für eine Trockenlegung bereits reif wäre.

Noch etwas anderes sei beigefügt: Allzu sehr wird vielfach willensschwachen Leuten nur gerade das Sündenregister Alkohol vorgehalten. Dabei ist es doch so, dass es neben der Alkoholsünde auch noch andere Sünden gibt. So hat zum Beispiel mein ehemaliger Divisionskommandant – Sie haben ihn alle gekannt –, es war Herr Oberstdivisionär Flückiger, einmal in einem Tagesbefehl – es war während dem Aktivdienst – gesagt, er verurteile gesamthaft diese Schwetensäufer, Kettenraucher und chronischen Süssigkeitennascher. Er hat also nicht nur den Alkohol allein verurteilt und darauf verwiesen, dass der Alkohol allein eine verminderte Leistung als Soldat und als Bürger zur Folge habe, sondern auch andere Dinge! Dabei gebe ich natürlich zu, dass in der Regel die Umgebung, die Familienangehörigen usw. viel weniger zu leiden haben, wenn einer sich eine Zigarette nach der andern anzündet, oder vielleicht im Übermass Süssigkeiten nascht – um mit dem Herrn Divisionskommandanten zu sprechen. Aber es kann nicht bestritten werden, dass man an Leib und Seele so oder so auch Schaden nimmt und darum möchte ich doch warnen, dass man Steine nur auf die andern Sünder und Mitbürger wirft. Trotzdem bezeuge ich allen Respekt vor denjenigen Leuten und auch vor Ihnen, Herr Gerosa, das möchte ich deutlich sagen, die ihr ganzes Leben, sei es hauptamtlich oder nebenamtlich, für die Bekämpfung dieses Lasters Alkohol hergeben. Ich anerkenne durchaus den guten Kern ihrer Überlegungen, und ich bestätige, dass sich die Tätigkeit unserer Fürsorger im ganzen Land herum sehr segensreich auswirkt. Wir kämen ohne diese Fürsorger

ganz bestimmt nicht mehr aus. Es ist mir ein Bedürfnis, das zu Beginn zu bezeugen. Aber hier muss ich Herrn Gerosa doch etwas sagen: Ich glaube, dass man in der Bekämpfung des Alkoholismus vielleicht sogar etwas mehr Erfolg haben würde, wenn die Bekämpfung nicht in dieser sektiererischen Art und Weise erfolgte, wie das leider gelegentlich geschieht, und mir scheint, auch der Höhenflug von Herrn Gerosa ging doch so ein bisschen über das Mass hinaus. Auch wir nehmen für uns in Anspruch, dass wir noch verantwortungsbewusste Bürger sind, also unsere Pflichten kennen. Ich glaube nicht, dass das ein Privileg nur gerade Ihrer Freunde wäre. Festhalten wollen wir auch, dass wir, die wir gelegentlich ein Glas Alkohol trinken, schon sehr oft schöne und lebenswerte Stunden, zum Beispiel bei einem guten Glas Wein verbracht haben.

Das Begehren des Landesrings verlangt nun aber Sachen, die bei nüchterner Betrachtung neben dem Ziel vorbeischiessen; und gewisse Dinge werden ganz einfach ignoriert. So verlangt man zum Beispiel die Besteuerung der Alkoholika nach Alkoholgehalt. Davon würden in erster Linie unsere schweizerischen, einheimischen Obst- und der Wein, betroffen. Nun, erwarten Sie von einem Mann, der im Getränkegeschäft tätig ist, nicht, dass er andere Getränke anschwärze und darauf verweise, woher schlussendlich die schlimmsten Alkoholsünder etwa stammen. Aber feststellen darf man mit den Herren, die schon gesprochen haben, dass jedenfalls die wenigsten, die früher Obstwein oder Wein getrunken haben, später sich zu Säufern entwickelt haben. Darum ist es ungerecht und schießt neben dem Ziel vorbei, wenn man ausgerechnet diese Getränke mehr besteuern wollte als andere. Dann muss man sich auch fragen, ob es sehr sinnvoll wäre, in der gegenwärtigen Zeit, wo wir zur Förderung und Absatzerhöhung des Obst- und Weinbaues in der Schweiz Millionen und Millionen auslegen müssen, ausgerechnet diesen Wein- und Obstbau noch mit Sondersteuern belasten würden. Es mag gut und recht sein, wenn an dieser Tribüne gesagt wird, man sollte noch vermehrt alkoholfreie Obst- und Traubensäfte trinken. Herr Kollega Gerosa, ich danke Ihnen für die wunderbare Propaganda, die Sie da für uns gemacht haben. Ich bin der erste, der das begrüßen würde, aber ich muss Ihnen schon sagen: Auch hier werden wir geduldig Stein an Stein tragen, geduldig aufbauen müssen. Es geht aufwärts, das habe ich Ihnen ja am Beispiel meines Betriebes praktisch gezeigt.

Nun weiter zur Sache selbst: Man ist sehr leicht geneigt, die bisherigen Besteuerungen im Alkoholgesetz, vor allem bei den Spirituosen, zu verniedlichen. Auch hier gehe ich gerade aus mir heraus und nehme das Beispiel meines Geschäftes. Wir verkaufen in unserem Betriebe pro Monat im Durchschnitt knappe 2000 Liter Alkohol. Das ist sicher eine verhältnismässig kleine Menge. Aber um diese 2000 Liter Alkohol pro Monat, also etwas über 20 000 Liter pro Jahr ausstossen zu dürfen, bezahlen wir immerhin dem Bund – Herr Direktor Kellerhals von der Alkoholverwaltung hat es in der Kommission schon bezeugt, dass meine Darlegungen richtig sind; er hat sogar gesagt, ich hätte bei weitem nicht übertrieben, sondern ich sei eher zu vorsichtig gewesen –, bevor wir überhaupt einen Franken für Warenwert auslegen, bezahlen wir 200 000 Franken an Alkoholsteuern! Das ist keine Bagatelle! Das muss hier doch festgestellt werden. Wenn der Liter Obstbranntwein heute einen Warenwert von Fr. 4.50 hat, so bezahlen wir Fr. 8.50 Steuer dazu. Mit andern Worten: wir bezahlen heute zirka 200% Alkoholsteuer, gemessen am reinen Warenwert. Es ist sicher nicht richtig, wenn diese Dinge verniedlicht werden. Im übrigen sei doch noch beigefügt, dass wir dann im

Endverkauf auf den Verkaufspreis auch noch die 5,4% Warenumsatzsteuer dazu zu bezahlen haben. Irgendwo ist es einfach genug! Irgendwo ist eine obere Grenze, die nicht überschritten werden darf. Wir glauben auch sagen zu dürfen, dass es nicht richtig wäre, wenn gewisse Allgemeinaufgaben, wie zum Beispiel der Gewässerschutz, nun ausschliesslich und allein von gewissen Kreisen, eben die in der Getränkebranche tätig sind, bezahlt werden müssten.

Das Ziel einer wesentlichen Reduktion des Alkoholkonsums könnte, das ist schon gesagt worden, nur durch eine prohibitive Besteuerung erreicht werden. Das aber wird das Schweizervolk vorderhand ganz bestimmt nicht zulassen, da gehen meine Erfahrungen und sicher auch die Erfahrungen der Fürsorge genau nach dieser Richtung. Diejenigen, die dem Alkohol verfallen sind – also die richtigen Säufer – die würden auch bei prohibitiven Ansätzen in allererster Linie noch ihr Glas Alkohol trinken und zu Hause dann ihre Familienpflichten vernachlässigen. Beschränkt man sich aber auf einen verhältnismässig bescheidenen Zuschlag, dann werden wir es erleben, dass der administrative Aufwand bei dieser zusätzlichen Besteuerung fast so viel ausmachen würde wie der schlussendliche Ertrag, und das wollen wir doch auch nicht. Und wenn ein Herr bereits darauf aufmerksam gemacht hat, dass wir mit dieser Alkoholbesteuerung einen Graben aufwerfen würden zwischen unseren welschen Freunden und der deutschen Schweiz (das ist zweifelsohne der Fall, wir haben das ja bei der früheren allgemeinen Getränkesteuer schon erlebt); dann möchte ich doch bitten, solche Experimente gerade in dem Augenblick nicht zu tun, wo man in Lausanne von den Sorgen eines einzelnen Kantons spricht, die nach dieser Richtung gehen. Ich glaube, die Verständigung ist auch etwas wert, vielleicht mehr als ein paar Millionen Franken.

Abschliessend anerkenne ich durchaus die guten Absichten des Initiativbegehrens. Das Begehren ist aber in seiner Form mangelhaft, es ist sogar fehlerhaft. Man schießt über das Ziel hinaus. Das muss ich den Herren vom Landesring sagen, die diese Initiative lanciert haben. Aber es scheint ja so zu sein, dass es das Privileg der Herren vom Landesring ist, in politischen Dingen gelegentlich etwas neben dem Ziel vorbeizuschiessen.

Eine Kur «à la Doktor Eisenbart» ist nach meiner Meinung hier nicht am Platze; sie könnte höchstens das Gegenteil bewirken. Beweise, dass der Konsum alkoholfreier Getränke stetig zunimmt, sind mannigfach vorhanden, und ich möchte hoffen, dass es auf diesem Wege weiter geht. Ich beantrage daher, das Begehren abzulehnen, und dem Bundesrat empfehle ich bei dieser Gelegenheit, allfällige Gelüste nach einer allgemeinen Getränkesteuer noch sehr tief in die Schublade zu versenken. Man hat sicher dankbarere Aufgaben, als gerade diese.

Vetsch: Nach dem Intermezzo zwischen den Herren Etter und Gerosa will ich mich bemühen, das vorliegende Volksbegehren einer möglichst sachlichen Kritik zu unterziehen. Die Geburtsstätte der Initiative, die heute zur Diskussion gestellt ist, liegt bekanntlich im Vorfeld der Nationalratswahlen 1963. Mit dieser Feststellung geht es mir allerdings nicht darum, dem Volksbegehren den Stempel politischer Stimmungsmache aufzudrücken, oder gar den Initianten unlautere Absichten zu unterschieben. Aber andererseits besteht im Zuge politischer Auseinandersetzungen unbestreitbar die Gefahr, dass in der Hitze des Gefechtes Formulierungen ihren Niederschlag finden, die sich bei näherer Betrachtung als unglücklich oder sogar als verfehlt erweisen. Das trifft für das vorliegende Volksbegehren in mehrfacher Beziehung zu.

Die Befürworter haben denn auch im Zuge der Kommissionsberatungen und zum Teil auch heute mit anerkannter Offenheit verschiedene Mängel und Unzulänglichkeiten, die dem Volksbegehren anhaften, zugestanden. Das sei hier ausdrücklich anerkannt. Man kann also über diese Initiative in guten Treuen zwei Meinungen vertreten, ohne sich dabei in die Haare zu geraten.

Sicher ist eines. Den Gegnern liegt der Kampf gegen den Alkoholmissbrauch so sehr am Herzen wie den Befürwortern. Die Fronten scheiden sich denn auch keineswegs auf diesem Gebiete. Aber der Weg, der mit dem Volksbegehren beschritten wird, erweist sich bei näherer Betrachtung als denkbar unglücklich und wenig erfolgversprechend. Die Tatsache, dass die Initianten den Einbau einer Rückzugsklausel verpasst und damit den Weg eines Gegenvorschlages verbarrikiert haben, ist bedauerlich. Im übrigen zielt die Initiative zur Hauptsache auf eine möglichst hohe fiskalische Belastung aller alkoholischen Getränke ab. Daneben sind keine konstruktiven Vorschläge erkennbar, etwa im Blick auf die Förderung der brennlosen Kartoffel- und Obstverwertung, über Aufklärungsaktionen usw. Ein wirksamer Kampf gegen den Alkoholmissbrauch liesse sich meines Erachtens nur über den Weg prohibitiver Fiskalbelastung herbeiführen. Damit stossen wir verständlicherweise auf erbitterten Widerstand des einheimischen Rebbaues, den wir ja tatkräftig mit nicht unbedeutenden Mitteln zu fördern trachten. Eine Differenzierung zwischen inländischer und ausländischer Herkunft führt mit Sicherheit zu bedeutenden handelspolitischen Schwierigkeiten.

Dazu kommt, dass die Initianten, wie das bereits durch die Kommissionssprecher dargelegt wurde, konkret eine Abstufung nach dem Alkoholgehalt postulieren. Das hätte zur Folge, dass der Bierkonsum, bei dem leider eine konstante Aufwärtsbewegung festzustellen ist, am wenigsten belastet würde, während der Weinverbrauch, der mehr oder weniger konstant geblieben ist, einer wesentlich höheren Belastung ausgesetzt wäre. Vom Apfelwein, bei dem ein erfreulicher Konsumrückgang festzustellen ist, wird von den Befürwortern nichts gesagt.

Bei der Festsetzung der fiskalischen Belastung gebrannter Wasser – ich denke vorab an Whisky, Gin, Wodka usw. –, hat es der Bundesrat in der Hand, zum Rechten zu sehen. Er hat dies auch, vor allem in den Jahren 1964 und 1965, mit viel Mut getan, durch eine erhebliche Erhöhung der Belastung. Der Bundesrat wird die Unterstützung des Rates auch dann finden, wenn er die Schraube bei diesen modernen Getränken noch einmal kräftig anzieht, was ich ihm, sicher in Übereinstimmung mit den Befürwortern, empfehle.

Was das Hausbrennrecht anbelangt, wollen wir doch anerkennen, dass dieses durch die Alkoholverwaltung ausserordentlich restriktiv gehandhabt wird. Der Rückkauf von rund 500 Hausbrennapparaten im Geschäftsjahr 1964/65 beweist, dass sich die Bemühungen der Alkoholverwaltung gelohnt haben und dass wir uns auf dem rechten Wege befinden.

Die Abzweigung von Mitteln zugunsten des Gewässerschutzes bedeutet schliesslich einen Missgriff, dessen Wert ausschliesslich in den Rahmen der Unterschriften-sammlung gestellt werden kann.

Herr Gerosa hat einmal mehr dramatisiert. Er hat das schon in der Kommission getan. Immerhin hat er auch im Zuge der Kommissionsberatungen zugegeben, dass er Zweifel darin hege, dass mit einer Alkoholsteuer eine Verbrauchseinschränkung zu erreichen sei. Zu den gleichen Schlussfolgerungen kommt auch der Berichterstatter im

Organ des Verbandes schweizerischer Fürsorger für Alkoholgefährdete, wo auf die Besteuerung in Schweden Bezug genommen wird, die ja bekanntlich ausserordentlich hoch ist. Dort heisst es am Schluss eines Artikels: «Man sieht also, dass sich auch in Schweden, trotz einer viel strengeren Gesetzgebung, stärkeren Einschränkungen und stärkerer Besteuerung die Verhältnisse hinsichtlich des Alkoholverbrauchs und des Alkoholismus nicht gebessert haben.»

Bei dieser Gelegenheit dürfen wir auch darauf hinweisen, dass Kollege Geissbühler am 18. Juni 1964 ein Postulat eingereicht hat, das ungefähr in die gleiche Blickrichtung zielt, wie das die Initiative tut. Unser Rat hat dieses Postulat im Dezember 1964 erheblich erklärt.

Ich glaube wir sollten hier im Rat weder bagatellisieren noch dramatisieren. Es geht vielmehr darum, den Ernst der Situation, den wir keineswegs verkennen, einer sachlichen Beurteilung zu unterziehen und die Möglichkeiten einer Verbesserung zu realisieren. Der Weg, den die Initiative beschreitet, erweist sich aber als unwirksam. Daran mag der Einwand der Befürworter, es handle sich bloss um die Form der allgemeinen Anregung, nichts zu ändern. Die Initiative stellt bei näherer Prüfung derart bestimmte Postulate auf, dass dem Gesetzgeber praktisch die Möglichkeit genommen ist, daran viel zu ändern. Es bleibt ihm kein Spielraum und die Initianten würden es zweifellos nicht versäumen, das Parlament bei diesen Postulaten zu behaften, wenn die Initiative angenommen würde. Die Ausführungen des Herrn Gerosa legen hiefür ein beredtes Zeugnis ab. Das Initiativrecht gehört zu den kostbarsten Gütern im demokratischen Staatswesen. Dessen Grundsätze dürfen deshalb nicht durch mangelhaft ausgearbeitete Vorstösse verwischt und wertmässig herabgesetzt werden. Für blosser Demonstrationen bleibt im Initiativrecht kein Raum. Gefühlsmässige Überlegungen sind deshalb fehl am Platze.

Zusammenfassend möchte ich sagen: mit dem Herzen Ja, mit dem Verstand, aus sachlichen und vor allem aus staatspolitischen Überlegungen heraus, ein entschiedenes Nein. Ich empfehle Ihnen, das Volksbegehren, in Übereinstimmung mit Bundesrat und Kommissionsmehrheit, abzulehnen.

M. Carruzzo: A mon tour, je vous invite à suivre le Conseil fédéral et la majorité de la commission et à proposer au peuple suisse de repousser l'initiative relative à la lutte contre l'alcoolisme. Cela ne signifie pas que je méconnaissais les effets de l'alcoolisme et que je ne veuille pas aider à le combattre. Non, je pense simplement, avec beaucoup de braves gens et même de tempérants que le moyen proposé n'est pas heureux et qu'il risque de porter tort à toute une catégorie de nos compatriotes, notamment aux vigneronns. Je plaide donc pour la sagesse et pour le vin. Ce sont de bons compagnons que l'initiative met tous deux en danger.

Jusqu'ici seules les boissons distillées et la bière sont soumises à une imposition spéciale. L'initiative veut étendre cette imposition à toutes les boissons alcooliques, c'est-à-dire ajouter à la liste actuelle le vin et le cidre fermenté. Le cidre ne joue plus grand rôle. Il est en voie de disparition et nous n'en parlerons pas.

Reste le vin! Le vin est-il donc responsable d'une recrudescence de l'alcoolisation des Suisses, de l'ivrognerie helvétique? Les statistiques ne l'affirment en tout cas pas. En effet sa consommation ne fait que se maintenir, malgré tous les efforts de publicité qui tâchent à la promouvoir.

Par contre, la consommation de la bière, des eaux de vie et des liqueurs, pourtant déjà soumis à l'impôt, augmente considérablement. Ainsi qu'on l'a déjà dit les im-

portations de whisky ont plus que quintuplé en trois ou quatre ans. Le message du Conseil fédéral qui constate un développement de l'alcoolisme chez les jeunes et chez les femmes, remarque aussi que cette extension est due à l'abus des liqueurs et des alcools concentrés.

Le Conseil fédéral a d'ailleurs tiré ses conclusions puisqu'il vient d'augmenter fortement l'imposition des boissons distillées. En ce domaine il a toute liberté d'aller encore plus loin et plus haut. Il a donc les choses bien en main.

Ainsi s'il existe un danger nouveau sur le front de l'alcoolisme on ne peut en aucun cas rendre le vin responsable. Or, l'initiative le vise directement. Il s'agit d'un impôt sur le vin et on se demande pourquoi. Les vigneron romands, l'opinion publique romande en général s'interrogent. A qui en veut-on? A l'alcoolisme ou à la viticulture romande dont on sait qu'elle produit 80% du vin suisse? Si l'on voulait fortifier le fameux «malaise» on a certainement réussi!

Il est vrai que, dans la littérature que nous avons reçue ces jours-ci, les promoteurs de cet «impôt sur le vin» tentent de démontrer qu'il ne nuira pas à la viticulture suisse et même – c'est un comble – qu'il lui sera favorable.

Mais leur argumentation est acrobatique!

Se basant sur le fait qu'un impôt spécifique uniforme – le seul que l'on puisse envisager – provoque un renchérissement proportionnellement plus élevé du vin bon marché que du vin cher, ils concluent que les vins suisses, qui sont généralement des vins chers, seront avantagés par rapport aux vins étrangers qui sont habituellement bon marché.

Cet argument est développé dans toute la littérature de propagande que nous avons reçue.

Il est arithmétiquement exact et commercialement inepte.

En fait, le supplément à payer sera le même dans les deux cas; l'écart entre les prix des deux catégories de vin n'aura pas été modifié. C'est cela qui compte; c'est la différence de prix qui détermine le choix du gros des consommateurs.

D'autre part, si l'augmentation du prix doit provoquer une diminution de la consommation – et le texte de l'initiative l'exige – cette diminution interviendra surtout parce que les acheteurs de vins plus chers (suisse) auront réduit leurs achats ou se seront rabattus sur une catégorie de prix inférieurs (vins étrangers).

Donc, je ne vois pas comment la viticulture suisse pourrait être avantagée par cet impôt. Je constate surtout que toute réduction, que tout déplacement de la consommation se ferait à son détriment et l'obligerait à une réduction de production.

Je ne veux pas mettre en doute les intentions vertueuses des lanceurs d'initiative, mais je dois admettre, hélas! que la vertu n'est pas toujours clairvoyante et qu'elle s'aide parfois de raisonnements spécieux!

Pour finir, encore un mot sur la relation entre alcoolisme et prix de l'alcool. Elle est difficile à établir. Le seul fait qu'il existe un alcoolisme de riches et un alcoolisme de pauvres devrait inquiéter les simplificateurs. On peut abuser de la piquette ou du whisky. «Peu importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse!» Ceux que le besoin d'alcool tenaille, ceux que torturent des prédispositions héréditaires, ceux que les misères du corps, de l'esprit, de l'environnement social chassent vers les paradis artificiels, ceux-là ne seront pas arrêtés par le prix de leur poison. Qui ne connaît les prodiges d'ingéniosité déployés par les ivrognes pour se procurer l'alcool dont ils ne peuvent se passer!

Une augmentation du prix de l'alcool par le biais de l'impôt ne découragera aucun alcoolique. Et, si elle aboutit à une diminution de la consommation, comme le veut l'initiative, cette diminution sera le fait des braves gens qui se priveront d'un plaisir honnête devenu trop coûteux. Ce n'est certainement pas ce que vous voulez. Aussi, je vous prie de suivre le Conseil fédéral et de repousser l'initiative.

Geissbühler-Köniz: Im Namen derjenigen Mitglieder der sozialdemokratischen Fraktion, welche die Initiative unterstützen, möchte ich einige Ausführungen machen. Zum voraus erkläre ich, dass der Bericht des Bundesrates ausgezeichnet ist; er ist sowohl in der Einleitung wie in der Darstellung über den Alkoholverbrauch und den Stand der Besteuerung, des Vergleiches mit dem Ausland, des Zustandes im Brauereiwesen ausgezeichnet und einlässlich. Er hat nur einen Fehler, es ist darin keine Statistik über die wirtschaftlichen, sozialen und finanziellen Folgen des Alkoholverbrauchs in der Schweiz vorhanden. Man hätte in diesem Bericht auch darstellen müssen, dass so und so viele Prozent der Patienten darum in unsere Spitäler eingeliefert werden mussten, weil sie Alkoholiker sind. Man hätte auch eine Statistik über die Einlieferung von Alkoholikern in unsere Irrenhäuser aufstellen müssen, ferner Angaben darüber, wie viele Kosten den Krankenkassen, der Armenfürsorge, der Sozialfürsorge in den Gemeinden und Kantonen durch die Opfer der Trunksucht verursacht werden. Das gäbe ein abgerundeteres Bild über das Alkoholproblem, als es auf Grund des an und für sich ausgezeichneten Berichtes der Fall ist, den uns der Bundesrat vorgelegt hat.

Die Botschaft stellt auch nicht alles dar, was bereits vorgekehrt worden ist, zum Beispiel in den letzten 10 bis 20 Jahren für die brennlose Verwertung von Obst und Kartoffeln. Ich kenne das aus Erfahrung, habe zum Teil in den Kommissionen mitgearbeitet und weiss, welche immense Arbeit von der Alkoholverwaltung geleistet wurde, oft gegen den intensiven Widerstand der Interessenten und derjenigen, denen man helfen wollte. – Trotz diesen Mängeln ist der Bericht so gut, dass ich dafür danken möchte.

Nun eine Frage: Ist der Kampf gegen die Trunksucht nötig oder nicht? Man hat Kollege Gerosa vorgeworfen, er hätte dramatisiert. Wenn man täglich in Kontakt mit den Opfern des Alkoholismus kommt, betrachtet man das Problem anders, als wenn man sich nur gelegentlich einmal mit Alkoholikern zu befassen hat. Man könnte denen, die am Alkoholgewerbe Interesse haben, ebenfalls Dramatisierung vorwerfen. Ich glaube, hier wären die Spiesse ungefähr gleich lang. Es ist doch so: Ein grosser Schweizer, der sich um das Studium der Alkoholfrage sehr verdient gemacht hat, nämlich Prof. Auguste Forel, der ehemalige Direktor der Irrenanstalt Burghölzli in Zürich, hat einmal in einer seiner vielen ausgezeichneten Schriften dargelegt, dass jeder, aber auch jeder, irgendwie mit dem Alkoholproblem in Berührung komme, sei es in der Verwandtschaft, sei es irgendwo in der Nachbarschaft. Daran hat sich, wie ich glaube, nichts geändert. Ich kann deshalb die Frage, ob der Kampf gegen den Alkoholismus notwendig sei, bloss mit dem Hinweis auf diese Tatsache beantworten.

Nun macht man hier sehr grosse Vorbehalte in bezug auf die höhere Besteuerung der alkoholischen Getränke. Man sagt, die Einschränkung des Rebbaues sei eine Steuer auf der Arbeit des Rebbauern usw. Man stellt sogar die guten Beziehungen zwischen Deutsch und Welsch in Diskussion. Ich glaube, etwas deplaziert hat Herr Kollege Etter den Prozess, der sich gegenwärtig vor Bundesgericht

in Lausanne abspielt, erwähnt. Das gehört nicht hierher; das spielt auf einer anderen Ebene. Aber die Beziehungsbasis zwischen Deutsch und Welsch nur auf den Wein, der in der welschen Schweiz gepflanzt wird, abstellen zu wollen, ist mir nun doch zu dünn. Wenn unsere guten Beziehungen nur vom Wein abhängen, der in der welschen Schweiz gepflanzt wird und von den Deutschschweizern getrunken werden soll, ist es bitterböse bestellt. Es gibt aber zwischen Deutsch und Welsch noch Beziehungen kultureller und politischer Art, die uns mindestens so wertvoll sind wie die Beziehungen, die sich bloss auf den Weinschlauch stützen. Im übrigen kann man sich über das Problem der Getränkesteuer in guten Treuen streiten. Man kann dafür und dagegen sein. Ich begreife alle diejenigen, die die Getränkesteuer bekämpfen und von ihrem Standpunkt aus keine Freude daran haben werden. Aber grundsätzlich ist doch zu der Besteuerung des Alkohols folgendes zu sagen: Die Ärzte haben festgestellt, dass zwischen der Besteuerung des konzentrierten Alkohols, also zwischen dem Preis des konzentrierten Alkohols und der Häufigkeit der Geisteskrankheiten eine ganz bestimmte Beziehung besteht. Je höher der Preis der konzentrierten Alkoholgetränke ist, um so rascher sinkt die Zahl der Geisteskranken. Wenn der Preis der konzentrierten alkoholischen Getränke sinkt, steigt automatisch die Zahl der Geisteskranken. Das haben Direktoren der Heil- und Pflegeanstalten, das haben Nervenärzte und Mediziner ganz eindeutig festgestellt und es auch eindrücklich in ihren Arbeiten festgehalten. Man könnte also in guten Treuen sagen: Eine Getränkesteuer ist nicht nur – was hier deutlich hervorgehoben wurde – verbrauchsvermindernd, sondern in volkshygienischer Hinsicht eine bedeutende Massnahme.

Nun macht man der Initiative den Vorwurf, dass die alkoholischen Getränke nach Alkoholgraden bestimmt werden möchten. Ich bin mit Herrn Odermatt einverstanden, dass wir diese Bestimmung nicht in der Initiative haben sollten, weil das Getränk, das primär zum Alkoholismus führt, nämlich das Bier, nachher am besten wegstärke; das Bier wäre eigentlich bevorzugt. Es ist aber in der Initiative ausdrücklich festgehalten, dass es sich nur um eine Anregerung handelt. Sollte die Initiative einmal angenommen werden – ich bezweifle das, denn ich kenne die Stimmung im Parlament und Volk genau –, hätte das Parlament auf alle Fälle immer noch freie Hand, in irgendeiner Form eine Korrektur anzubringen. Auch die Verbindung mit dem Gewässerschutz ist mir nicht sympathisch. Ich habe in den Kommissionsberatungen auf diese beiden Punkte hingewiesen und tue es auch hier. Sie passen mir in der Initiative nicht. Ich bitte Sie aber, der Initiative trotz diesen Mängeln zuzustimmen, das heisst den Minderheitsantrag, wie er Ihnen von Kollege Sauser begründet wurde, anzunehmen.

Ich gestatte mir zum Schluss noch eine Bemerkung. Wenn die Initiative verworfen werden sollte – sie wird es –, dann besteht immer noch die Forderung meines vom Rat hier im Dezember 1964 akzeptierten Postulates. Dieses Postulat verlangt nicht bloss eine höhere Besteuerung der konzentrierten alkoholischen Getränke, sondern auch eine Revision der in Frage kommenden Gesetze sowie der einschlägigen Verordnungen und Erlasse, das heisst es sollen jene Änderungen vorgenommen werden, die sich heute aufdrängen. Es sind dies zwei Probleme. Zuerst ist einmal die Reklame zu nennen. Wenn wir die Alkoholreklame in der Presse, auf den Plakatwänden und in den Schaufenstern betrachten, so versteht man gut, dass das leichtgläubige Volk diese teuren konzentrierten alkoholischen Getränke massenhaft kauft. Wenn nämlich so intensiv auf

die Leute eingeredet wird, unterliegen die Leute schliesslich dieser Massenbeeinflussung. Leider wird in der Reklame der Alkoholinteressenten immer nur der junge Mensch, der sich am Wein oder an einem Schnaps oder Likör freut, dargestellt. Die Opfer, die nach 20 oder 30 Jahren aus dem ständigen Missbrauch dieser Getränke geworden sind, zeigen sie nicht. Von diesen Opfern zu sprechen, überlassen sie Herrn Gerosa, und es wird ihm noch der Vorwurf gemacht, er hätte dramatisiert. Das ist die Kehrseite der Alkoholreklame. Sodann möchte ich noch auf den Kleinverkauf in Lebensmittelgeschäften hinweisen. Wir sehen heute den Schnapsverkauf in Milch- und Tabakhandlungen, in Warenhäusern usw.; in allen möglichen Geschäften kann also Alkohol verkauft werden. Das ist doch einfach nicht richtig und widerspricht der ganzen eidgenössischen Alkoholgesetzgebung, wenn auf solche Art Alkohol ins Volk «hineingepumpt» werden kann. Es besteht hier eine Lücke, die geschlossen werden muss. Das ist ja auch der Sinn meines Postulates, dass die Gesetzgebung den heutigen Verhältnissen angepasst werde.

Den Bundesrat möchte ich bitten, der eidgenössischen Kommission zur Bekämpfung des Alkoholismus (die ein Schattendasein führt und so gnädig mit einem Kreditlein von, glaube ich, 10 000 oder 20 000 Franken arbeiten darf) einmal einen Kredit zur Verfügung zu stellen, der ihr erlaubt, eine grundlegende Arbeit über das Alkoholproblem in der Schweiz zu erstellen. Herrn Bundesrat Bonvin möchte ich dringend bitten, sich dafür einzusetzen, dass sein Ratskollege Tschudi dem Gesundheitsamt den entsprechenden Kredit zur Verfügung stellt, damit die erwähnte Kommission, welche dem Gesundheitsamt untersteht, einmal etwas Richtiges schaffen kann.

Ich bitte Sie noch einmal, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Revaclier: Je pense que les auteurs de l'initiative qui nous est soumise sont animés de sentiments fort louables. Je ne voudrais en aucun cas, quant à moi, les mettre en doute. Leurs intentions sont certainement guidées par des considérations d'ordre moral et social très élevées. Mais je tiens à faire remarquer à notre collègue M. Gerosa, que les membres non abstinents de ce Conseil sont aussi fidèles au serment de député qu'ils ont prêté, que les membres abstinents. Je ne vois pas qu'en voulant mettre en doute la valeur de ce serment on favorise la discussion. Quant à notre collègue M. Geissbühler, je dois lui dire que sur le fond je suis bien d'accord avec lui. Les bonnes relations entre la Suisse alémanique et la Suisse romande ne dépendent pas uniquement de la consommation de vin, mais on peut penser également que devant un bon verre de vin du pays romand nos problèmes peuvent être plus rapidement et plus aisément réglés qu'autour d'un verre de cidre sans alcool! Je pense aussi que si le désir des promoteurs de l'initiative de freiner la consommation de boissons alcooliques est respectable, les moyens suggérés pour atteindre cet objectif sont, ou dépassés ou inadéquats. Une brève analyse de l'initiative permet en effet de constater ce qui suit: Les promoteurs demandent une révision des bases constitutionnelles de la législation sur l'alcool en vue de permettre l'institution d'un impôt sur le vin et sur le cidre fermenté. C'est là, à mon avis, le point le plus faible et le plus contestable de cette initiative. Vouloir ne faire aucune distinction entre le vin et les boissons alcooliques distillées constitue une erreur fondamentale qui doit nous inciter à rejeter, massivement cette initiative. Il convient de rappeler à cet égard que toutes les tentatives en vue d'instituer un impôt sur les boissons alcooliques ont été rejetées par le

peuple en consultations populaires. Je rappellerai les votations des 4 juin 1950, 16 juillet 1952 et 6 décembre 1953, qui condamnèrent tout projet de réforme financière comportant un impôt sur les boissons alcooliques. Il faut également se souvenir de l'opposition farouche des vigneron, quand, le 1^{er} janvier 1935, entra en vigueur l'arrêté fédéral instituant l'impôt sur toutes les boissons y compris le vin indigène. Cette opposition n'ayant cessé de croître, le Conseil fédéral fut contraint en 1937 de supprimer l'impôt sur le vin et sur le cidre. Aujourd'hui comme hier, les vigneron sont résolument opposés à toute imposition sur le vin indigène qu'ils considèrent comme un impôt supplémentaire sur leur travail. Le message rappelle à la page 14 – ce fait a été relevé en séance de commission – qu'un grand pays viticole, la France, perçoit un impôt de 15 fr. 40 à 22 fr. 50 par hectolitre. Je voudrais faire remarquer que cette imposition correspond assez exactement à notre impôt sur le chiffre d'affaires de 5,4% qui grève, lors de transactions commerciales, tous les vins y compris les vins indigènes. Cet impôt a rapporté en 1964 23,8 millions de francs. Quant aux vins étrangers, ils ont acquitté 56,7 millions de francs de droits de douane, sans compter la taxe de 8 francs par 100 kg bruts en faveur du fonds vinicole, soit 10 millions de francs en chiffre fond. On est donc en droit d'affirmer que les charges fiscales et douanières sont relativement élevées dans notre pays puisqu'elles atteignent en moyenne environ 45 francs par hectolitre sur tous les vins. Quant à la consommation de vin par habitant en litres effectifs, nous constatons qu'elle est bien inférieure à ce qu'elle était en 1939. Si elle a quelque peu augmenté ces toutes dernières années, cela est dû à la présence d'ouvriers étrangers en provenance du Sud, qui sont d'importants consommateurs de vin. Dès lors, il est parfaitement inutile d'augmenter une charge fiscale déjà considérable puisque la consommation tend à diminuer d'elle-même. Mais si les vigneron sont farouchement opposés à toute imposition nouvelle du vin indigène, ils n'entendent pas pour autant se désintéresser des techniques modernes propres à faciliter l'élaboration de jus de raisin sans alcool. Avec toutes les personnes qui se préoccupent de la lutte contre l'alcoolisme, ils se félicitent des progrès constants réalisés dans la préparation de ces jus. Ils sont heureux de pouvoir constater d'une année à l'autre un développement de la consommation du jus de raisin. En 1965, c'est 100 000 hl de moût indigène qui ont été soustraits à la fermentation alcoolique et réservés à l'élaboration de jus de raisin. Ce beau résultat a été acquis grâce au soutien financier accordé par la Confédération en vue de promouvoir et d'encourager cette affectation non alcoolique d'une partie de la production indigène. Tout cela pour vous dire que les vigneron collaborent, en surmontant parfois leur méfiance à l'égard des techniques modernes, à d'autres formes de mise en valeur des produits de leurs vignobles. Enfin, si la consommation d'eau-de-vie a augmenté, comme le montre le tableau de la page 6, elle s'est plutôt déplacée vers de nouveaux consommateurs qui donnent la préférence à des produits étrangers, ainsi que l'atteste l'essor de la consommation de whisky. Grâce aux mesures judiciaires prises par la Régie fédérale des alcools, l'alcoolisme, tel que nous l'avons connu dans nos campagnes, a nettement diminué et le tableau de la page 21 est d'ailleurs significatif à cet égard. Le nombre des alambics a diminué de 46% et il est réjouissant de constater l'effort constructif réalisé dans les cantons viticoles romands qui enregistrent le plus fort recul du nombre des appareils à distiller.

Si nous considérons le tableau qui figure à la page 12 du message du Conseil fédéral, nous remarquons très bien

le développement de la charge fiscale, dès la revision de la législation sur l'alcool de 1930 à 1932. Alors qu'en 1930 les droits sur l'eau-de-vie de fruits à pépins étaient nuls, ils s'élevaient aujourd'hui à 8 fr. 50 par litre d'alcool à 100 degrés, et 7 fr. 50 pour les eaux-de-vie de spécialités.

Enfin, les récentes décisions prises par le Conseil fédéral, en août et en septembre, ont considérablement augmenté les droits de douane sur certaines eaux-de-vie étrangères de même que le droit de monopole sur celles-ci et également sur la production indigène d'eau-de-vie de fruits à pépins et les spécialités. Les bases légales en vigueur permettent donc au Conseil fédéral d'accroître encore la charge fiscale sur les eaux-de-vie, charge que nous considérons déjà comme étant suffisante, certaines limites ne pouvant être dépassées.

Il n'y a donc pas lieu de créer, comme le veut l'initiative, de nouvelles bases légales pour combattre l'alcoolisme par l'augmentation des taxes. Ces bases existent déjà et il est dès lors superflu d'en créer de nouvelles en vue d'imposer toutes les boissons alcooliques sans aucune distinction entre celles qui sont nocives ou nuisibles à la santé et celle qui, comme le vin, «demeure la plus saine et la plus hygiénique de toutes les boissons», comme le disait déjà le grand Pasteur, il y a un siècle.

Enfin, il est regrettable que cette initiative ne contienne aucune clause de retrait, car je suppose que les promoteurs l'eussent certainement retirée au vu des décisions prises par le Conseil fédéral en août et en septembre 1965, qui donnent partiellement droit à leur requête. Ils auraient ainsi évité une campagne électorale sur une cause qui est devenue sans objet.

Quoi qu'il en soit, je vous recommande de voter le rejet de cette initiative et d'approuver le projet d'arrêté du Conseil fédéral soumettant la demande d'initiative à la votation populaire et lui recommandant le rejet.

Weber Max: Die sozialdemokratische Fraktion hat zu dieser Angelegenheit Stimmfreigabe beschlossen; sie hat sich also an der Vaterschaft dieser Initiative nicht gestossen, sondern beurteilt die Sache.

Einige Dinge, die ich vorbringen wollte, sind bereits gesagt worden. In erster Linie wollte ich Sie bitten, nicht zu übertreiben, von beiden Seiten nicht, gerade auch im Hinblick auf die kommende Volksabstimmung. Es geht ja nicht um eine «Entscheidungsschlacht», sondern es ist gewissermassen ein Vorgefecht.

Erfreulich an der Diskussion war das eine, dass alle – auch jene, welche die Initiative ablehnen – die Gefahr des Alkoholismus nicht bestreiten, sondern deren Vorhandensein anerkennen und der Meinung sind, es sollte dagegen etwas getan werden. Sie bringen allerhand Argumente vor, die meines Erachtens zum Teil allerdings eher Ausflüchte sind.

Eine Bemerkung, die ich anbringen wollte, hat Herr Kollege Geissbühler gemacht, nämlich dem Departementschef und dem Bundesrat gedankt für die Botschaft. Es ist eine gute, sachliche Botschaft; wenn sie in den Schlussfolgerungen zu einer vielleicht etwas anderen Meinung gelangt, ist das unter den heutigen Verhältnissen nicht ganz unverständlich.

Was ich vor allem sagen wollte: Man kann den Text der Initiative kritisieren; ich tue das auch, ich bin mit Verschiedenem nicht einverstanden. Sie müssen sich aber bewusst sein, dass es eine «allgemeine Anregung» ist und wir nachher nicht gebunden sind an ihren genauen Text. Sonst hätte es keinen Sinn zu sagen, es solle «im Sinne» der Initiative etwas getan werden. Ich habe heute vormittag

noch den Kommentar Burckhardt konsultiert; er äussert sich wenig zur allgemeinen Anregung, sagt aber etwas Interessantes: Es sei denkbar, dass zwei Initiativen gestartet werden, die im Ziel übereinstimmen, die eine geht aber weiter als die andere. Er ist nun der Meinung, dass diese beiden Initiativbegehren, wenn es allgemeine Anregungen sind, zusammengenommen werden können. Das zeigt doch deutlich, dass wir nicht streng an den Text gebunden sind. Ich wäre beispielsweise nicht einverstanden, eine Getränkesteuer einzuführen, die sich auf die alkoholischen Getränke beschränkt; ich bin der Meinung, dass die vielen Wasserlein, die jetzt produziert werden, eine kleine Belastung ertragen mögen, wenn eine allgemeine Getränkesteuer kommt, ja dass eine Getränkesteuer vom Bundesrat wohl nur in diesem Sinne vorgeschlagen wird. Ich bin auch der Meinung, dass eine Abstufung genau nach dem Alkoholgehalt vielleicht nicht zweckmässig ist. Man wird noch andere Faktoren berücksichtigen müssen. Auch bei der Verteilung des Ertrages kann man verschiedener Meinung sein. Sie können also in diesen Punkten eine etwas andere Auffassung vertreten und trotzdem der Initiative zustimmen; denn es passiert damit noch nichts Entscheidendes; wir hätten dann zunächst einen Text aufzustellen und könnten, wenn wir dem Ziel zustimmen, einen Text beschliessen, der in einigen Punkten etwas von der Initiative abweicht.

Man hat auch vom «Graben» gesprochen zwischen Welschen und Deutschsprechenden, der damit aufgeworfen würde. Ich habe eine zu grosse Hochachtung vor unseren chers Confédérés, als dass ich glauben könnte, dass dadurch ein solcher Graben entstehen würde. Die Abstimmung von 1935 fand unter ganz andern Umständen statt; einmal weil damals eine schwere Krise herrschte, zum zweiten, weil man damals eine falsche bzw. unzureichende Art der Besteuerung gewählt hatte. Man hat andere Möglichkeiten; wir kennen heute eine ganz bescheidene Besteuerung des Weines über die Warenumsatzsteuer, und das geniert die Vignerons in keiner Weise. Es wurde schon vorgeschlagen – und das würde wahrscheinlich auch so kommen –, in gleicher Art, über die Warenumsatzsteuer, die Getränke allgemein etwas stärker zu belasten.

Man kann den Vignerons übrigens auch helfen durch eine andere Verwendung der Trauben. Diese andere Verwendungsart nimmt übrigens immer mehr zu. Ich anerkenne, dass unser Kollege Etter daran Verdienste hat. Er produziert einen sehr guten Tropfen Traubensaft. Er hat mir einmal Muster geschickt, ich bin ihm noch heute dankbar dafür, sie haben mir sehr gut gemundet. Aber auch er hat etwas übertrieben, wenn er von einer Gefahr der Trockenlegung sprach. Nein, nein, eine Trockenlegung wird nicht entstehen, und von prohibitiven Ansätzen kann man auch nicht sprechen, wenn man eine bescheidene Getränkesteuer vorschlägt. Auch ist die obere Grenze heute sicher noch nicht erreicht.

Ich glaube, es handelt sich hier wirklich um etwas wie eine Art «Vorgeficht» oder eine Demonstration, wenn Sie so wollen; auch das ist nicht etwas Übles, wie jemand gesagt hat; denn eine Getränkesteuer wird auch in der Schweiz einmal kommen. Der Bundesrat wird sich diese Frage sehr ernstlich überlegen müssen; denn er hat beschränkte Möglichkeiten, weitere Mittel aufzubringen, er wird im Rahmen eines kommenden Finanzprogrammes wahrscheinlich die Getränkesteuer nicht vergessen dürfen. Ich möchte dem Chef des Finanzdepartementes nur einen Rat geben auf Grund meiner Erfahrungen. Ich habe auch einmal vor jenem Pult eine Getränkesteuer vertreten. Jene Abstimmung ist in der Bot-

schaft erwähnt. Es handelte sich um eine ganz bescheidene Getränkesteuer. Ich glaube, die in der Botschaft genannte Zahl ist noch übertrieben hoch. Es waren, so weit ich mich erinnere, nicht 40, sondern 28 Millionen, die jene Steuer hätte einbringen sollen. Aber ich möchte dem Herrn Bundesrat empfehlen, wenn einmal über eine solche Getränkesteuer abgestimmt wird, dafür zu sorgen, dass das nicht im Sommer, sondern im Winter stattfindet; denn jene Abstimmung im Sommer 1952 fand ausgerechnet am heissesten Tag des Jahres statt. – Ich stimme für die Initiative.

Hagmann: Gestatten Sie mir einige kurze Bemerkungen, nachdem an die Adresse der ständigen Alkoholkommission unseres Rates Wünsche und Anregungen gerichtet wurden und nachdem die Würdigung der fortschrittlichen Tätigkeit der Alkoholverwaltung auf dem Gebiet der gärlösen Obstverwertung in den Voten zu kurz gekommen ist.

Die heutigen Beratungen werden zur Folge haben, dass sich Ihre Kommission, zu den Aufgaben nach Geschäftsverkehrsgesetz hinzu, auch vermehrt, und zwar in Zusammenarbeit mit der Alkoholverwaltung und dem Departement, im Rahmen des politisch und psychologisch Tragbaren, mit den praktischen Möglichkeiten auseinandersetzen muss. Ich glaube den Vorbehalt anbringen zu müssen, dass auch hier das Prinzip der Aufgabenteilung zu gelten hat. Die Alkoholverwaltung hat sich einen vorbildlichen Aufklärungsdienst geschaffen, und die vom Bundesrat eingesetzte konsultative Kommission gegen den Alkoholismus arbeitet im besten Einvernehmen und zielstrebig mit der Verwaltung.

Was Befürworter wie Gegner des Volksbegehrens freuen darf, ist die Tatsache, dass der vorliegende Bericht des Bundesrates die durch den angestiegenen Alkoholverbrauch verstärkte Gefährdung der Volksgesundheit nicht etwa zu negieren versucht, sondern im Gegenteil in der ganzen Tragweite hervorhebt. Es ist ja auch glücklicherweise so, dass unsere Alkoholverwaltung nicht, wie andere ausländische Monopolverwaltungen, ihre Hauptaufgabe in der Erzielung eines möglichst grossen Umsatzes sieht, sondern ihre Aufgabe nur dann als erfüllt betrachtet, wenn die Belange der Volksgesundheit und des Volkswohls an erster Stelle in Betracht gezogen werden. Dank zielbewusster Massnahmen, wie das Brennverbot für anders verwertbares Obst in den Gewerbebetrieben, Brennverminderungsbeiträgen, Förderung der Verwertungsverfahren, Einführung der Qualitätskontrolle von Exportobst, Förderung der Umstellung des Obstbaues, gelang es, die brennlose Obstverwertung als Hauptverwertung durchzusetzen und das Brennen von Obstrohstoffen in die Rolle einer Reserveverwertung zu verweisen. So entstanden in den Obstverwertungsbetrieben die Trester-trocknereien, Konzentrier- und Süssmostanlagen.

Zu Ziffer 2 des Volksbegehrens ist zu sagen, dass die Bekämpfung des Schwarzhandels mit Branntweinen auf Grund der bestehenden gesetzlichen Grundlagen in wirksamer Weise möglich ist. Hierzu ist die Aufhebung der Hausbrennereien absolut nicht nötig. Übrigens möchte ich bemerken, dass die Mechanisierung und Motorisierung mit ihren zunehmenden Unfallgefahren gezwungenermassen auch auf dem Bauernbetrieb zum Konsum von vorwiegend alkoholfreien Getränken geführt hat.

Was die Ausübung des Wirtschaftsgewerbes und Kleinhandels mit geistigen Getränken anbelangt – eine von Herrn Geissbühler aufgeworfene Frage –, liegen nach Artikel 32quater, Absatz 1, des Alkoholgesetzes die Ge-

setzungskompetenzen eindeutig bei den Kantonen. Was da und dort als Missstände bezeichnet wird, hat somit von den kantonalen Parlamenten bereinigt zu werden.

Abschliessend gestatte ich mir einen Appell an jene Verantwortlichen unseres Volkes, die sich mit den Fragen der Wohlstandsgesellschaft und dem Problem einer sinnvollen Freizeitgestaltung zu befassen haben. Ich glaube, in dieser Sparte könnte durch individuellere Tätigkeit und vermehrte Aufklärung noch verschiedenes gemacht werden.

Übrigens noch eine Bemerkung: Viele verheerende Alkoholschäden und verheimlichtes Familienleid könnten noch vielerorts verhütet werden, wenn Gemeinde- und Armenbehörden in der kleineren Gemeinschaft mutig und verantwortungsbewusst in den Anfängen einschreiten würden.

Ich beantrage Ihnen, die Initiative abzulehnen.

M. Debétaz, rapporteur: «L'alcool est un passionnant sujet de controverse.» Le présent débat donne raison au penseur français qui a formulé cette affirmation. Nous sommes tous d'accord sur le but. L'alcoolisme doit être combattu. On ne peut ni ne doit considérer ses causes et ses conséquences comme une bagatelle. Mais il ne faudrait pas croire pour autant qu'il n'y a en Suisse que des alcooliques invétérés ou en puissance.

M. Gerosa a cité des exemples qui, je le reconnais, sont tout à fait navrants. Fort heureusement, ils sont l'exception. Nous avons en Suisse moins de 1 % d'alcooliques. Ce faible pourcentage ne doit cependant pas, cela va sans dire, nous engager à relâcher notre vigilance.

L'initiative en cause n'est pas nécessaire pour atteindre le but qui nous tient à cœur aux uns et aux autres.

M. Sauser, qui a défendu la proposition de la minorité de la commission avec beaucoup de mesure, a reconnu objectivement que l'initiative a des faiblesses. Il est d'avis que l'Assemblée fédérale pourrait les atténuer, sinon les supprimer, en acceptant d'élaborer la modification constitutionnelle demandée.

MM. Geissbühler-Köniz et Max Weber ont également soutenu cette thèse. La discussion juridique est intéressante mais, à mon avis, superflue, dès lors que nous arrivons à la conclusion que l'initiative n'est pas nécessaire pour poursuivre, voire renforcer, la lutte contre l'alcoolisme. Reprenez donc l'excellent rapport du Conseil fédéral. Les conclusions figurent à la page 25. Elles sont contenues dans une seule page. Vous constaterez que le Conseil fédéral peut non seulement agir, mais qu'il est aussi très nettement décidé à le faire. Il n'est pas nécessaire de modifier la Constitution pour augmenter les taux d'imposition actuels. L'impôt sur le vin, on l'a vu, est insoutenable. Il aurait pour la Suisse romande un caractère vexatoire. Plusieurs collègues, partisans ou adversaires de l'initiative, ont fait état du souci qu'ils avaient de ne pas altérer les relations entre Suisses alémaniques et Suisses romands. Je leur en suis très profondément reconnaissant. Un impôt sur les vins altérerait inévitablement ces relations. Cette mesure est d'autant moins justifiée que la consommation de vin est inférieure par tête d'habitant, aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Il n'est pas nécessaire non plus de réviser la Constitution pour lutter contre le commerce clandestin d'eau-de-vie.

En outre, on ne peut pas tout attendre de la loi et de la fiscalité. Ils n'ont pas tort ceux qui voient une contradiction entre la volonté de réduire la consommation

d'alcool et le désir de tirer des ressources de cette même consommation.

La lutte contre l'alcoolisme pose des problèmes d'ordre médical, familial, social, d'éducation, d'information. Nous en sommes parfaitement conscients.

J'ai relevé, dans mon exposé d'entrée en matière, l'heureux équilibre du régime suisse de l'alcool. On ne se borne pas à imposer, à réprimer, à faire des inquisitions, à réquisitionner, à prononcer des amendes, à contrôler. On favorise l'utilisation sans distillation des pommes de terre et des fruits. La distillation est reléguée au dernier rang.

Nous devons rendre hommage au travail très efficace de la régie, ainsi qu'à la volonté du Conseil fédéral de poursuivre et intensifier la lutte contre l'alcoolisme.

Il faut aussi rappeler les efforts des milieux professionnels et des pouvoirs publics pour mettre sur le marché des jus de fruits non fermentés en quantité croissante.

De nombreuses associations se sont prononcées pour le rejet de l'initiative: Union suisse des paysans, Union suisse des arts et métiers, Union suisse du commerce et de l'industrie, Union suisse des coopératives de consommation, Union syndicale suisse, Fédération des sociétés suisses d'employés, Union suisse des syndicats autonomes, etc.

Le Conseil fédéral propose le rejet de l'initiative. Il en est de même de votre commission, qui s'est prononcée très nettement par 14 voix contre 4.

Pour ne pas avoir besoin de revenir à cette tribune et de retenir une nouvelle fois votre attention, je vous invite donc à suivre le Conseil fédéral, ainsi que la majorité de la commission, en rejetant les propositions qui nous sont faites par la minorité de la commission aux articles premier, 2 et 3.

Schaffer, Berichterstatter: Die Diskussion hat die Problematik der zur Behandlung stehenden Initiative nur bestärkt. Dass die Abstinenzorganisationen und eine Kommissionsminderheit die Initiative unterstützen, auch wenn sie ihre Mängel nicht übersehen, ist begreiflich. Es geht ihnen, nicht unbegründet, darum, dass aus einem allzu einseitigen Abstimmungsergebnis nicht falsche Schlüsse gezogen werden.

Herr Kollega Sauser gab der Auffassung Ausdruck, dass bei der Ausarbeitung des beantragten neuen Verfassungsartikels gewisse Schönheitsfehler korrigiert werden könnten. Im gleichen Sinne votierte auch Herr Kollega Gerosa. Es wäre auch mir angenehmer, wenn ich für einen Vorschlag zur Bekämpfung des Alkoholismus Stellung nehmen könnte. Es ist aber nicht die Schuld der Kommissionsmehrheit, wenn der vorliegende Initiativtext so gewählt worden ist, dass er auch als allgemeine Anregung unbedingt zu eng formuliert ist, dem Bundesrat und dem Parlament also zu wenig Spielraum gewährt. Ich bin da auch anderer Auffassung als Herr Kollega Weber. Wenn die fiskalische Belastung auf allen alkoholischen Getränken nach Initiativtext in «erster Linie» nach dem Alkoholgehalt abzustufen ist, so kann man diese Forderung ganz einfach nicht in das Gegenteil umkehren und dann in «zweiter Linie» eine andere Abstufung wählen. Es geht nach meiner Ansicht bei der Frage der Verfassungstreue um mehr als bloss juristischen Formalismus. Wir dürfen die Auslegung nicht nach dem gewünschten Ergebnis vornehmen und damit das Recht den Überlegungen der Praktikabilität unterordnen. Wollten wir das tun, dann würde das zu einer gefährlichen Rechtsunsicherheit führen. Wenn nicht im Sinne der Vorschläge der Initianten gehandelt

würde, wie das die Verfassung vorschreibt, könnten sich diese zu Recht als hintergangen betrachten. Ich bin nach wie vor der Meinung, dass es bei der Auslegung der Verfassungsbestimmungen nicht um eine Zweckmässigkeitsfrage, sondern um verbindliche Rechtssätze geht, die wir zu befolgen haben.

Herr Gerosa hat mit drastischen Beispielen dargelegt, wie sich übermässiger Alkoholkonsum auswirken kann. Exzesse beruhen aber in vielen Fällen auf psychischen Ursachen. Hier ist mit einer höheren Alkoholbesteuerung wenig zu holen. Es geht nach meiner Auffassung grundsätzlich vor allem darum, in der ganzen Bevölkerung mehr Mitverantwortung zu zeigen. Vielen Gemeindebehörden fehlt es an der nötigen Zivilcourage, um rechtzeitig gegen Trunksüchtige einzuschreiten. In zahlreichen Kantonen fristen die Beratungsstellen für Alkoholranke noch ein viel zu kümmerliches Dasein, sofern überhaupt solche vorhanden sind. Hartnäckig halten sich leider auch zahlreiche Trinksitten, wobei ich der Meinung bin, dass auch mehrere Studentenverbindungen endlich einsehen sollten, dass ihre Trinkgelage unvernünftig sind. Richtig ist auch, dass die Werbung für den Alkohol überdimensioniert ist. Dabei finde ich grotesk, dass selbst Sportveranstaltungen zur Alkoholwerbung missbraucht werden. Das Verbot zur Abgabe geistiger Getränke an Betrunkene wird im allgemeinen zu wenig gehandhabt und überwacht. Zu überprüfen wäre auch die Regelung und vor allem die Bewilligungspraxis bei Kleinhandelsstellen. Auch die höhere fiskalische Belastung ausländischen Weines, der äusserst billig verkauft wird, sollte überprüft werden.

Schliesslich gilt es abzuklären, wie die Aufklärung der Jugend gefördert werden kann und was für weitere Möglichkeiten bestehen, um die alkoholfreie Verwertung der Früchte zu intensivieren. Das sind alles Fragen, die in der Alkoholkommission behandelt werden sollten.

Abschliessend verbleibt mir nochmals die Aufgabe, Ihnen im Namen der Kommissionsmehrheit zu empfehlen, die Initiative und damit den Minderheitsantrag abzulehnen. Das Hauptziel der Initiative ist absolut recht und verdient Unterstützung. Wir bedauern deshalb, dass wir den zur Anwendung vorgeschlagenen Mitteln nicht zustimmen können.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Permettez-moi tout d'abord de débayer un peu de broussailles. Le Conseil fédéral, dans un article signé par un de vos collègues, est accusé: «Eine solche Haltung mit Schizophrenie bezeichnen... Beim Bundesrat ist nicht die Schizophrenie, sondern mangelnder Mut und Tapferkeit, die Angst vor den gewaltigen Alkoholproduzenten, Winzern und Bauern.»

Je pense qu'il n'y a pas que l'alcool «physique» mais aussi l'alcool «spirituel» qui trouble et intoxique les esprits pour les rendre capables de tromper l'esprit du peuple avec de telles déclarations. Je pense que l'alcool «spirituel» est plus dangereux encore que l'alcool «physique» mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour l'instant.

A l'occasion des délibérations sur l'initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme, il nous paraît indiqué et utile de considérer cette proposition à la lumière du problème de l'alcool tel qu'il se pose avec ses aspects politiques et d'hygiène publique dans notre pays. Dans de nombreux Etats, et chez nous en particulier, la question de l'alcool et sa solution ont suscité des controverses publiques et ont donné lieu à de nombreuses votations populaires. La question de l'alcool, il est vrai, ne présente pas seulement des aspects de santé publique, mais aussi de

politique économique et financière, dont il convient de tenir compte à leur juste mesure.

De tout temps, la législation sur l'alcool a revêtu dans notre pays une importance politique particulière, dont le développement a été marqué par différentes phases dont quelques-unes ont été rappelées au cours de ce débat. Permettez-moi de citer les trois plus importantes et de dire ici qu'il s'agit non seulement de constater un état de fait, mais aussi de tenir compte des changements positifs qui se sont opérés.

En 1885 fut adopté l'article 32bis de la Constitution, qui confère à la Confédération le droit de légiférer en matière de boissons distillées, les législations cantonales en vigueur jusque-là s'étant révélées inaptes à maîtriser les abus existant alors.

En 1930/1932, la législation sur l'alcool de 1885 fut révisée. Le premier régime de l'alcool avait perdu son efficacité parce que la distillation des fruits et du vin n'était soumise à aucun contrôle et à aucune imposition sur le plan fédéral.

En 1949, on entreprit une révision partielle de la loi sur l'alcool. Cette révision visait essentiellement à créer les bases légales en vue d'une réglementation judicieuse de l'utilisation des pommes de terre et des fruits sans distillation.

L'initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme, qui nous occupe aujourd'hui, est l'événement le plus récent dans le domaine de la politique de l'alcool.

Le développement de la législation sur l'alcool ne peut être réalisé que par étapes. Ainsi, la révision de 1930 n'a été obtenue qu'après une deuxième tentative, le premier projet de révision de 1923 ayant été rejeté par le peuple et les cantons. On a pu constater à cette occasion l'intérêt que portent de larges milieux de la population à la fabrication et la vente des boissons alcooliques. Ce n'est qu'avec peine qu'il a été possible d'instituer, au cours des années 1926 à 1930, un régime constitutionnel et législatif, acceptable pour tous.

Comme celui de 1885, le régime de l'alcool instauré en 1930/1932 visait avant tout à sauvegarder la santé publique, même s'il a fallu tenir compte de points de vue importants d'ordre économique et fiscal. Sous l'influence de la nouvelle législation, la consommation de l'alcool, dans notre pays, diminua de 6½ litres à 3 litres par habitant en l'espace de quelques années. Elle est même tombée à 2,3 litres au cours de la deuxième guerre mondiale, puis remonta malheureusement en raison de la situation économique favorable qui marque ces dix dernières années. La consommation est actuellement de 4½ litres par habitant. Celle de la bière ayant aussi considérablement augmenté, il n'est pas étonnant que l'alcoolisme soit en recrudescence car, comme plusieurs d'entre vous l'ont relevé, l'alcoolique commence souvent par abuser de la bière et passe ensuite aux boissons les plus fortes.

A propos de la consommation par habitant, il est intéressant de constater à la page 6 du message dont vous avez relevé la qualité, que la consommation de boissons fermentées a diminué, au total, entre 1933 et 1963, de 135 litres à 126 litres par habitant.

Etat actuel de l'alcoolisme: L'initiative part du fait que le danger de l'alcool s'est fortement accru ces derniers temps dans notre pays. Le Conseil fédéral a dès lors estimé qu'il importait de donner, dans son rapport, des renseignements détaillés sur le développement de la consommation des boissons alcooliques et de l'alcoolisme. A cet effet, il s'est appuyé sur des constatations faites par des médecins et d'autres spécialistes. Le corps médical

admet une progression de l'alcoolisme, ainsi que l'atteste clairement le mémoire relatif à l'initiative présenté par la fédération des médecins suisses. Cette appréciation est également celle des assistants sociaux antialcooliques, qui ont de plus en plus à s'occuper des victimes de l'alcool. Certaines formes visibles de l'alcoolisme ont certes tendance à disparaître, mais elles sont relayées par d'autres abus de l'alcool non moins dangereux. D'autre part, en raison de la mécanisation croissante et du trafic routier de plus en plus dense, la consommation des boissons alcooliques présente de nos jours un plus grand danger, même dans l'agriculture. L'initiative fait aussi allusion à la sécurité de la circulation routière que la consommation d'alcool peut gravement menacer.

Lors de la séance de la commission du Conseil national, on a critiqué le fait que le Conseil fédéral considère la consommation des eaux-de-vie comme la principale cause de l'alcoolisme sans suffisamment tenir compte de la consommation de la bière qui y participe dans une forte proportion. Il y a lieu de préciser à ce sujet que, dans la plupart des cas, les dommages dus à l'alcool ne peuvent pas être attribués clairement à l'une ou l'autre catégorie de boissons. Les milieux médicaux ont néanmoins observé que les jeunes et les femmes donnent souvent leur préférence aux alcools forts. Ces considérations ne visent nullement à contester l'alcoolisme dû à la bière, mentionné notamment par les assistants sociaux. Les faits démontrent plutôt que la consommation exagérée de la bière conduit fréquemment à celle beaucoup plus néfaste de l'eau-de-vie. Ainsi, l'usage d'une boisson relativement faible en alcool n'est-il pas sans danger et ainsi se révèle aussi un point faible de l'initiative.

En invitant les autorités à renforcer la lutte contre l'alcoolisme, compte tenu de la situation actuelle, les initiateurs ont certainement raison. Quant à savoir si les moyens préconisés sont appropriés au but recherché, cela est une autre question.

M. Sauser a signalé que le Conseil fédéral a fait une analyse objective et profonde de la situation dans son message. Les propositions du Conseil fédéral paraissent en contradiction avec cette analyse. C'est que le Conseil fédéral, s'il est d'accord sur le problème de fond, il ne l'est pas quant aux moyens choisis pour atteindre le but. Il pense que la législation actuelle offre encore beaucoup de possibilités et il rappelle aussi qu'un impôt généralisé sur les boissons est à l'étude dans le cadre de l'examen du financement des dépenses de la Confédération. Cette étude doit être terminée avant d'admettre les éléments que l'initiative voudrait fixer définitivement.

L'initiative demande d'abord l'extension de l'imposition à toutes les boissons alcooliques. Les promoteurs de l'initiative partent du principe que la consommation d'alcool peut être facilement réduite par l'imposition, en sus de l'imposition actuelle. Cette possibilité existe effectivement, mais pas d'une manière aussi générale que l'admettent les initiateurs. L'efficacité d'un impôt pour réduire la consommation dépend de nombreux facteurs tels que le standard de vie, les habitudes de consommation et le taux de l'impôt. Elle est aussi déterminée par le genre de boisson. Dans notre pays, seules les boissons distillées ont permis jusqu'ici de faire des expériences concrètes propres à confirmer les effets restrictifs de la charge fiscale sur la consommation.

Ainsi que nous l'avons mentionné au début de notre exposé, la consommation de l'eau-de-vie avait diminué de plus de la moitié dans un court laps de temps à la suite de l'introduction de la nouvelle législation sur l'alcool de

1930 et de l'augmentation simultanée de la charge fiscale. En revanche, en 1959 et 1964, la hausse des droits de monopole sur les eaux-de-vie importées n'a pas eu un effet restrictif à proprement parler, mais a seulement freiné les importations. Cette situation doit probablement être attribuée à l'amélioration constante du pouvoir d'achat de la population et à la mode qui l'accompagne.

Les mémoires adressés au Conseil fédéral par divers groupements économiques tout comme les délibérations de la commission du Conseil national mettent en doute l'efficacité d'un impôt général sur l'alcool, comme le propose l'initiative, destiné à diminuer la consommation. Pour affirmer que l'imposition a des effets restrictifs sur la consommation, les milieux antialcooliques se fondent surtout sur les expériences des Etats nordiques. Les taux élevés appliqués dans ce pays ne peuvent pas, pour des raisons économiques et politiques, être pratiqués en Suisse où les conditions sont complètement différentes. Cette constatation est particulièrement valable pour le vin et la bière, dont nous reparlerons tout à l'heure.

Pour les eaux-de-vie, une imposition massive est possible sans que de nouvelles bases légales ne soient toutefois nécessaires. Les taux de l'impôt sur les boissons distillées ont été fortement augmentés ces dernières années. Ainsi, la charge fiscale sur l'alcool de bouche, qui s'élevait à 7 fr. 50 jusqu'en 1959, est aujourd'hui de 12 francs par litre à 100%. Le droit de monopole sur les spiritueux importés a été relevé dans la même proportion et se monte actuellement à 12 francs et même pour certaines eaux-de-vie telles que le whisky, le gin, le cognac, à 17 francs par litre à 100%. L'automne dernier, l'impôt sur les eaux-de-vie indigènes a également subi une hausse; les taux actuels varient entre 7 fr. 50 et 8 fr. 50 par litre à 100%.

Quant à savoir quels sont les effets de ces augmentations fiscales sur la consommation des eaux-de-vie, il est encore trop tôt pour les estimer. Néanmoins, un certain fléchissement a déjà été constaté. Les importations de whisky et de gin ont effectivement reculé.

Pour les boissons fermentées, les conditions sont très différentes de celles qui se rapportent à l'eau-de-vie.

La bière est avant tout pour la Confédération un objet fiscal. Elle est soumise aussi bien à un droit d'entrée supplémentaire sur les matières premières à brasser qu'à une taxe sur la bière elle-même. A cela s'ajoute, comme pour toutes les boissons alcooliques, l'impôt sur le chiffre d'affaires qui s'élève, pour la bière, à 4,5% seulement alors que le taux normal est de 5,4% (voir les pages 11 et 13 du rapport).

Au cours des débats de la commission du Conseil national, plusieurs orateurs ont fait allusion à un fait qu'il convient, à notre avis, de considérer. On a fait remarquer que par l'échelonnement de l'imposition selon la teneur en alcool des différentes boissons, comme le demande l'initiative, la bière, en tant que boisson ayant la plus faible teneur alcoolique, devrait être frappée d'un impôt plus bas que celui sur le vin. Ainsi, l'imposition échelonnée selon la teneur en alcool n'entraverait pas la consommation croissante de la bière mais, au contraire, la favoriserait.

Le Conseil fédéral admet que le développement de la consommation de la bière et son influence sur l'alcoolisme doivent être suivis attentivement.

Le vin n'est frappé que de l'impôt sur le chiffre d'affaires, à part les droits de douane sur l'importation et une taxe supplémentaire en faveur du fonds viticole (pages 12 et 13 du rapport). En tant qu'élément important de la production agricole de nombreuses régions de notre pays, le vin est l'objet de mesures de protection conformément à

la loi sur l'agriculture. La viticulture et le placement de ses produits sont régis par le statut du vin de 1953.

Quant à l'importation, les droits de douane sur le vin constituent pour la politique commerciale une position importante et délicate dont il faut tenir compte lors des échanges commerciaux et, depuis quelques années, lors de l'application des nouveaux traités internationaux (GATT, AELE, en attendant les conséquences d'une association au Marché commun).

L'imposition du vin selon la teneur en alcool, comme le demande l'initiative, ne serait pas réalisable. Des considérations de politique intérieure et de politique commerciale s'opposent à un tel système.

Cet état de choses montre que l'extension de l'imposition à toutes les boissons alcooliques et selon leur teneur en alcool, comme le demandent les promoteurs de l'initiative, n'est pas un moyen propre à lutter contre l'alcoolisme. De même, ce postulat ne peut pas être réalisé, pour des raisons économiques et politiques. Si, en revanche, on admet qu'un impôt ne doit pas à tout prix réduire fortement la consommation des boissons fermentées et qu'on le considère davantage dans la perspective d'une politique fiscale, le problème se présente autrement. Aussi le Conseil fédéral se réserve-t-il de revenir sur la question d'une imposition générale des boissons, si celle-ci devait se révéler nécessaire dans le cadre d'un programme financier de la Confédération.

Le rapport examine en détail (pages 18 et suivantes) la demande de l'initiative tendant à jugler le commerce illicite d'eau-de-vie, au besoin par la suppression des distilleries domestiques. Il relève que la distillation domestique et la franchise d'impôt ainsi que le nombre élevé des distilleries favorisent le commerce clandestin. Le tableau de la page 21 du rapport montre que les efforts entrepris pour abaisser le nombre des distilleries ont été couronnés de succès. En effet, le nombre des appareils à distiller est tombé de 39 485 à 21 471, diminuant environ de moitié en l'espace de trente ans.

Le rapport relève aussi les efforts accomplis en vue de prévenir le plus possible les dangers que représente l'utilisation de l'eau-de-vie franche d'impôt. Le Conseil fédéral constate (page 22 du rapport) que le nouveau règlement d'exécution de 1962 fournit des moyens plus efficaces pour limiter le nombre des bénéficiaires de la franchise d'impôt. Le nouveau règlement prévoit des exigences plus sévères pour les bouilleurs de cru ou commettants-bouilleurs de cru. On peut ainsi admettre que le nombre des producteurs jouissant de la franchise d'impôt diminuera considérablement, c'est-à-dire de quelques dizaines de milliers. Pour des raisons faciles à comprendre, il convient d'attendre les résultats des travaux en cours avant d'envisager d'autres mesures. Un changement des dispositions constitutionnelles et légales, tel que la suppression de la distillation domestique proposée par l'initiative, ne s'impose pas pour l'instant. Divers mémoires d'association contiennent également une mise en garde à ce sujet. Le rapport fait aussi mention du développement constant du contrôle de la production et de l'utilisation de l'eau-de-vie, spécialement chez les bouilleurs de cru et les commettants-bouilleurs de cru. Un tel développement est cependant soumis à certaines limites. Indépendamment des aspects politiques du problème, il y a lieu d'adopter une pratique rationnelle en veillant toujours à ce que l'appareil administratif soit en rapport avec le rendement. Si la réglementation actuelle devait néanmoins se révéler insuffisamment efficace, le Conseil fédéral n'hésitera pas à envisager d'autres mesures.

L'initiative traite au point 3 de la répartition des recettes provenant d'une charge fiscale supplémentaire sur les boissons alcooliques. Elle demande que le produit de l'imposition soit utilisé, dans la même mesure que jusqu'ici au moins, pour les besoins de l'assurance-vieillesse et survivants et, éventuellement, de l'assurance invalidité, la lutte contre l'alcoolisme et les besoins généraux des cantons, le surplus devant être affecté à la lutte contre la pollution des eaux. Un surcroît de recettes est donc prévu.

Cette perspective serait la bienvenue pour le ministre des finances mais elle serait en contradiction avec le but qu'on assure vouloir atteindre avec ces nouvelles impositions et qui est une nouvelle diminution de la consommation. Ce supplément serait cependant réservé à la protection des eaux. Le Conseil fédéral ne peut se rallier à une telle conception. Nous devons avoir certains impôts qui sont liés à leur utilisation – le nombre de ces impôts devant toutefois aussi réduit que possible – et il doit y avoir une connexion directe, réelle et naturelle entre l'impôt et la partie de l'impôt qui est liée à son usage. Il n'y a en effet aucun rapport entre l'impôt sur les boissons alcooliques et la protection des eaux.

Le Conseil fédéral estime d'autre part qu'il serait faux de charger dans une plus large mesure la Confédération en matière de financement de la lutte contre la pollution des eaux. Ce n'est pas la Confédération, mais les services industriels et les communes qui vendent l'eau; et le prix de vente de l'eau doit contenir un élément destiné au financement de l'épuration. Il faut qu'on se mette une fois en tête dans ce pays que cette tâche n'incombe pas à la Confédération. Les garages, qui déversent de l'huile minérale, de la benzine et des résidus dans des rivières, reçoivent leurs concessions des communes. Que les communes lient donc l'octroi de la concession à l'obligation d'épurer les déchets de garage avant de les jeter dans les torrents et les rivières! Encore une fois, il incombe avant tout aux cantons et aux communes d'assurer l'épuration des eaux. Ce point de l'initiative a suscité également l'opposition unanime de votre commission.

Considérations finales. Lors des débats de la commission de votre Conseil, les représentants des milieux anti-alcooliques ont objecté que le Conseil fédéral, bien qu'il reconnaisse l'augmentation de la consommation de l'alcool et de l'alcoolisme, n'en tire pas la conclusion qui s'impose, puisqu'il recommande de rejeter l'initiative plutôt que de l'adopter. Le Conseil fédéral propose de la rejeter parce que telle qu'elle est présentée, elle n'est pas un moyen propre à combattre l'alcoolisme. Il existe d'autres possibilités de lutter contre l'alcoolisme. Le Conseil fédéral est prêt à en faire usage sur le plan fédéral, mais il attend que les cantons et les communes – qui sont bien en retard dans certaines régions par rapport à la Confédération – ainsi que les organisations privées, redoublent d'activité dans ce secteur.

Un des orateurs a reproché au Conseil fédéral de ne pas mettre suffisamment en valeur le travail de la Régie des alcools dans le domaine de l'utilisation des fruits et dans celui de l'information. Tel n'était pas le souci du Conseil fédéral. Il est heureux de constater que la plupart des orateurs qui connaissent cette activité se sont exprimés favorablement tout à l'heure. En plus des augmentations des charges fiscales sur les eaux de vie et de la limitation de la franchise d'impôt, la Confédération a pris différentes mesures propres à lutter contre l'alcoolisme. Permettez-moi de citer en particulier l'interdiction de la réclame à la télévision, décidée le 4 avril 1964. Il fallait un certain courage pour la décréter.

Les cantons ont également développé leur législation en matière d'assistance aux victimes de l'alcool et en matière de prévention. Ils estiment notamment que les deniers fournis par la dime devraient être affectés par les cantons dans une plus large mesure à la lutte contre les causes de l'alcoolisme. En outre, il y aurait lieu d'envisager une plus forte dotation des œuvres et des institutions inter-cantoniales qui se vouent à la lutte contre l'alcoolisme ou les conséquences de l'alcool. Nous examinerons au Conseil fédéral si une recommandation dans ce sens doit encore être adressée aux cantons mais nous comptons surtout que vous-mêmes interveniez dans vos cantons.

Cependant, les prescriptions légales ne sauraient résoudre tous les problèmes. Il est nécessaire d'intensifier l'information et l'éducation. Cette activité a été encouragée par la création d'institutions spéciales tant sur le plan fédéral que sur le plan cantonal. C'est ainsi que la commission fédérale contre l'alcoolisme nommée par le Conseil fédéral est à l'œuvre depuis 1946. Elle s'efforce notamment de renseigner la population sur les dangers de l'alcool. Les efforts que nous devons faire pour sauvegarder la santé publique et améliorer l'alimentation contribuent efficacement à enrayer l'alcoolisme. Je pense surtout à l'action de pasteurisation des jus de fruits et des jus de raisin qui permet d'offrir au public un aliment sain ne contenant pas de produits chimiques sulfureux ou sulfités. L'encouragement de l'utilisation sans distillation des pommes de terre et des fruits ainsi qu'une information générale du public resteront des tâches importantes, je dirai même primordiales pour la Régie fédérale des alcools.

Permettez-moi, au terme de cet exposé, qui fait un peu la synthèse du problème, de remercier au nom du Conseil fédéral M. Kellerhals, directeur de la Régie, et son état-major. M. Kellerhals, qui a pris la tête de la Régie des alcools dans des conditions catastrophiques, va cesser son travail au service de la collectivité et prendre sa retraite bien méritée en nous remettant une Régie fédérale des alcools en pleine santé et en pleine efficacité. Je tiens à lui dire ici, je pense que vous êtes d'accord, le merci du peuple et des autorités.

En raison des considérations que nous venons d'exposer, le Conseil fédéral vous propose le rejet de l'initiative populaire. Cela ne signifie nullement qu'il entende négliger le renforcement de la lutte contre l'alcool. Au contraire, il est prêt à tout mettre en œuvre pour prévenir le danger qui menace notre population en utilisant au maximum les possibilités légales actuelles. Il se réserve de revenir sur la question de l'impôt sur les boissons, lorsqu'il vous présentera son plan de financement à long terme.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion
des articles*

Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Titel und Ingress – Titre et préambule

Angenommen – Adopté

Art. 1-3

Le président: Nous nous trouvons en présence d'une proposition de la minorité de la commission, qui a déjà été motivée par M. Sauser.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	109 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	30 Stimmen

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	104 Stimmen
Dagegen	26 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Nachmittagssitzung vom 16. März 1966

Séance du 16 mars 1966, après-midi

Vorsitz – Présidence: M. Graber

9372. Militärversicherung.

Anpassung der Renten an die Teuerung

Assurance militaire.

Adaptation des rentes au renchérissement

Botschaft und Beschlussesentwurf vom 29. November 1965
(BBl III, 395)

Message et projet d'arrêté du 29 novembre 1965 (FF III, 403)

Beschluss des Ständerates vom 8. März 1966

Décision du Conseil des Etats du 8 mars 1966

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung – Rapport généraux

Schuler, Berichterstatter: Beim zur Diskussion stehenden Geschäft geht es um die Anpassung der Renten der Militärversicherung an die Teuerung. Anlässlich der individuellen Neufestsetzung der Dauerrenten der Militärversicherung auf den 1. Januar 1964, wie sie in Ziffer IV des Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1963 betreffend Änderung des Bundesgesetzes über die Militärversicherung vorgeschrieben worden ist, wurde auf das im Jahre 1963 bei einem Indexstand von 205 Punkten mutmasslich erzielbare Einkommen abgestellt. Anlässlich jener Revision vom 19. Dezember 1963 wurde gleichzeitig als Artikel 25 bis folgende Bestimmung über die Anpassung der Renten ins Militärversicherungsgesetz eingefügt:

«Der Bundesrat erstattet der Bundesversammlung alle fünf Jahre, oder nach Bedarf, Bericht über das Verhältnis zwischen Renten, Preisen und Erwerbseinkommen. Er stellt nötigenfalls zur gleichen Zeit Antrag auf angemessene Anpassung der Renten. Die Bundesbeschlüsse betreffend Anpassung der Militärversicherungsrenten unterstehen nicht dem Referendum.»

Nachdem der Landesindex der Konsumentenpreise schon Ende Oktober des letzten Jahres einen Stand von 217,5 Punkten erreicht hatte, was bereits einer Entwertung der nur 22 Monate zuvor festgesetzten Renten um mehr als 6% entsprach, erachtete der Bundesrat die Vorausset-

Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates

Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1966
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	9355
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1966
Date	
Data	
Seite	92-113
Page	
Pagina	
Ref. No	20 038 340

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 14. Juni 1966**Séance du 14 juin 1966, matin**

Vorsitz – Présidence: M. Graber

**9298. Tierseuchengesetz
Epizooties. Loi**

Siehe Seite 117 hiervor – Voir page 117 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Juni 1966
Décision du Conseil des Etats du 6 juin 1966*Différences – Divergences**Art. 36***Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Art. 36***Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Tschumi, Berichterstatter: Bei der Behandlung des Tierseuchengesetzes gab es zwischen dem Ständerat und dem Nationalrat zwei Differenzen. Die erste betrifft Artikel 36. Dort hat der Ständerat eigentlich nur redaktionelle Änderungen vorgenommen und etwas Ordnung gebracht in den Artikel, indem er zuerst das Schätzungsverfahren festlegte und dann erst die Verwertung.

Unsere Kommission hat einstimmig diesen Änderungen des Ständerates zugestimmt.

*Angenommen – Adopté**Art. 38***Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Tschumi, Berichterstatter: Die zweite Differenz hat sich bei Artikel 38 eingestellt, bei der Feststellung der Prozentsätze, mit denen der Bund die verschiedenen tierseuchenpolizeilichen Massnahmen fördern möchte. Der Bundesrat schlug ursprünglich 30 bis 50% vor, der Ständerat ging auf 40 bis 50%, der Nationalrat wiederum zurück auf die Margen des Bundesrates 30 bis 50%. Nun hat der Ständerat wiederum die 40 bis 50% eingeführt mit Ausnahme der Beiträge an die Anschaffung von Transportmitteln für verseuchte Tiere, so dass nun der Artikel so lautet: «Der Bund leistet den Kantonen an die Ausgaben, die ihnen aus den Vorschriften in Artikel 32, 33, 34 usw. und 37 und durch die Erstellung von Räudebädern erwachsen, Beiträge von 40 bis 50%. An die Anschaffung von Transportmitteln für verseuchte Tiere gewährt der Bund Beiträge bis höchstens 30%.» Das ist Absatz 1 von Artikel 38, dem unsere Kommission auch einstimmig zustimmt.

Der Ständerat ist bei der Festlegung der Beiträge an die allgemeinen Schutzimpfungen noch etwas weitergegangen, indem er auch die Subventionierung der Impfkosten vorsieht im Rahmen von Absatz 1, wie ich dies vorhin erwähnt habe. Dies aus dem Grunde, weil wir feststellen

können, dass eine Dosis Impfstoff heute auf Fr. 1.60 bis Fr. 2.20 zu stehen kommt. Wenn die technische Herstellung der Impfstoffe so weitergeht, werden die Kosten noch einmal sinken, so dass sie dann für die Beschaffung des Impfstoffes wesentlich tiefer sein werden als die eigentlichen Impfkosten, das heisst die Auslagen, die die Kantone für die technische Durchführung der Impfung zu erbringen haben. Aus diesem Grunde hat der Ständerat gefunden, der Bund solle auch Beiträge an die Impfkosten vorsehen, und unsere Kommission stimmt dieser Ansicht einstimmig zu.

*Angenommen – Adopté**An den Ständerat – Au Conseil des Etats***Vormittagssitzung vom 16. Juni 1966****Séance du 16 juin 1966, matin**

Vorsitz – Présidence: M. Graber

**9373. Hochschulen. Beiträge an die Kantone
Universités. Subventions pour les cantons**

Siehe Seite 202 hiervor – Voir page 202 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 9. Juni 1966
Décision du Conseil des Etats du 9 juin 1966*Schlussabstimmung – Vote final*Für Annahme des Beschlussentwurfes 137 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Ständerat – Au Conseil des Etats***9355. Volksbegehren zur Bekämpfung
des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates
Initiative populaire relative à la lutte contre
l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral**

Siehe Seite 92 hiervor – Voir page 92 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 8. Juni 1966
Décision du Conseil des Etats du 8 juin 1966*Schlussabstimmung – Vote final*Für Annahme des Beschlussentwurfes 108 Stimmen
Dagegen 17 Stimmen*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates

Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1966
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	9355
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.06.1966
Date	
Data	
Seite	359-359
Page	
Pagina	
Ref. No	20 038 422

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Art. 46, Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Art. 46, al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Odermatt, Berichterstatter: Wir hatten in der ersten Beratung auf Antrag der Kommission eine Haftstrafe bis zu einem Maximum von 4 Monaten vorgesehen. Der Nationalrat hat nun diese Haftstrafe auf zwei Monate reduziert. Diese Reduktion ist berechtigt. Ich konnte mich selbst überzeugen, dass nach Artikel 39, Absatz 1, des Schweizerischen Strafgesetzbuches das Maximum der Haftstrafe drei Monate beträgt. Wir könnten nun in einem Spezialgesetz ohne weiteres mit der Haftstrafe höher gehen. Ich glaube aber, es wäre nicht ganz logisch, wenn wir nun im Tierseuchengesetz eine Ausnahme machen würden. Deshalb bedeutet mit Bezug auf das Strafmass eine Haftstrafe von zwei Monaten einen Mittelweg. Ich beantrage Ihnen Zustimmung.

Angenommen — Adopté

Art. 52, Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Art. 52, al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Odermatt, Berichterstatter: Hier handelt es sich nur um eine redaktionelle Aenderung. Ich beantrage Ihnen, der neuen Formulierung zuzustimmen.

Angenommen — Adopté

An den Nationalrat — Au Conseil national

Vormittagssitzung vom 8. Juni 1966

Séance du 8 juin 1966, matin

Vorsitz — Présidence: Herr *Auf der Maur*

9355. Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus.

Bericht des Bundesrates

Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme.

Rapport du Conseil fédéral

Bericht des Bundesrates vom 26. Oktober 1965 (BB I III, 41)

Rapport du Conseil fédéral du 26 octobre 1965 (FF III, 41)

Beschluss des Nationalrates vom 16. März 1966

Décision du Conseil national du 16 mars 1966

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

M. Despland, rapporteur: Le 30 octobre 1963, le Secrétariat du Comité central de l'Alliance des indépendants déposait à la Chancellerie fédérale une initiative populaire revêtue de 51 488 signatures et dont je me dispense de relire le texte qui vous est connu. Le 26 novembre de la même année, le Conseil fédéral a constaté que cette initiative est recevable et qu'elle ne contient aucune clause de retrait. On peut cependant se demander si le Conseil fédéral a eu raison de déclarer cette initiative recevable. Elle est bien appuyée par un nombre de signatures très légèrement supérieur au minimum de 50 000 exigé par la Constitution fédérale; elle a donc incontestablement abouti. Mais il est un point qui me permet de mettre en doute sa recevabilité et que je veux essayer d'examiner brièvement à la faible lueur de ma simple logique, vu que je ne possède pas les lumières éblouissantes de la science juridique. Selon le propre texte de l'initiative, celle-ci tend: «... à une révision des bases constitutionnelles de la législation fédérale sur l'alcool (art. 32bis), selon les points de vue suivants:

1. Afin de restreindre l'alcoolisme et par là d'augmenter la sécurité routière, l'imposition doit être étendue à toutes les boissons alcooliques.»

Ainsi donc, les auteurs citent expressément l'article 32bis de la Constitution. C'est, par conséquent, cet article-là et lui seul dont ils demandent la révision pour atteindre leur but, qui est l'imposition de toutes les boissons alcooliques. Avons-nous dès lors le droit, partant de cette initiative, d'envisager la modification d'un autre article qu'elle ne mentionne pas dans son texte? Je laisse aux juristes le soin de répondre à cette question, mais personnellement je suis prêt à donner une réponse négative.

Or l'article 32bis cité seul dans le texte de l'initiative ne contient des dispositions que sur l'imposition des boissons distillées, et si l'on voulait introduire dans cet

article une dispositions prévoyant l'imposition de toutes les boissons alcooliques, on se mettrait en contradiction avec l'article 32quater dont la dernière phrase du chiffre 4 a la teneur suivante: «Les producteurs de vin et de cidre peuvent, sans autorisation et sans payer de droit, vendre le produit de leur propre récolte par quantités de deux litres ou plus.» Il faudrait donc, pour satisfaire à l'initiative, modifier aussi cet article 32quater, ce qu'elle ne demande pas puisque, je le répète, son but est bien la revision des bases constitutionnelles de la législation fédérale sur l'alcool, mais en citant expressément et uniquement l'article 32bis de la Constitution. Le but que se proposent les auteurs de l'initiative ne pouvant pas être atteint par la seule revision de l'article 32bis qu'elle demande, il me semble qu'il y aurait là une raison valable de déclarer cette initiative non recevable. Ces réflexions me sont malheureusement venues à l'esprit après la séance de notre commission qui n'a fait qu'aborder cette question sans approfondir son aspect juridique. Aussi je m'abstiens de vous proposer de ne pas considérer cette initiative comme recevable par respect des droits démocratiques, et je pense qu'il est préférable qu'elle soit soumise au peuple.

Je ne suis pas assez riche en mauvaises intentions pour en prêter gratuitement à l'Alliance des indépendants; mais je ne peux m'empêcher de me demander si la citation du seul article 32bis n'est pas le fait d'une habileté diabolique et s'il n'y a pas à son origine comme une arrière-pensée d'induire les électeurs en erreur. Il y a en effet encore quelques électeurs qui réfléchissent et consultent les textes. Ne s'en trouvera-t-il pas parmi eux qui sont des adversaires résolus de toute imposition sur les vins et les cidres du pays qui, ayant lu le texte de l'initiative et la Constitution, feront le raisonnement suivant: «L'initiative ne demande que la revision de l'article 32bis, or nos produits: vin et cidre, sont mis à l'abri de toute imposition par le chiffre 4 de l'article 32quater; nous pouvons par conséquent voter cette initiative dont le noble but est d'améliorer la santé publique et la sécurité routière!» Hâtons-nous de les détromper; malgré l'ambiguïté de son texte, le but de l'initiative est bien d'imposer toutes les boissons alcooliques du pays ou d'ailleurs, fermentées ou distillées, et les arguments de lutte contre l'alcoolisme, de santé publique, de sécurité routière ne sont que le sucre et le miel dont on enrobe une pilule que le peuple suisse, à plusieurs reprises déjà, a refusé d'avaler. Que l'on ne se méprenne pas sur nos intentions. Notre commission est unanime et certainement vous tous aussi, à penser que l'on ne fera jamais trop pour lutter contre l'alcoolisme, pour la santé publique ou la sécurité routière, mais nous sommes tous aussi unanimes à déclarer que les moyens préconisés par cette initiative politico-commerciale sont des remèdes sans aucune efficacité.

Le Conseil fédéral constate que cette initiative étant conçue en termes généraux au sens de l'article 121, 4e et 5e alinéas, de la Constitution, il n'y a pas possibilité pour les Chambres d'opposer un contreprojet. Sur ce point-là, il ne saurait y avoir discussion. Après un examen très approfondi, notre commission ayant entendu M. Roger Bonvin, conseiller fédéral, chef du Département des finances, et le Dr Kühne, directeur de la Régie fédérale des alcools, que je tiens à remercier des renseignements complets et précis qu'il nous ont donnés, s'est trouvée unanime à vous proposer de soumettre au peuple suisse cette initiative en lui demandant ins-

tamment de la repousser. Le Conseil national a pris la même décision dans la dernière session par 104 voix contre 26.

Les principales raisons de notre proposition sont les suivantes:

En demandant d'étendre l'imposition à toutes les boissons alcooliques, les auteurs de l'initiative savaient parfaitement que seuls parmi celles-ci, les vins et les cidres du pays ne sont pas imposés. C'est donc avant tout contre ces produits que l'initiative est d'abord dirigée et tout particulièrement contre le vin. Or le 80 pour cent du vin suisse est produit par la Suisse romande et le Tessin. Ce serait donc avant tout ces régions qui seraient frappées. A plusieurs reprises déjà, avec un esprit confédéral plus avisé que celui des auteurs de l'initiative, le peuple suisse s'est refusé, je le répète, à sanctionner une pareille injustice. Tenant compte du rôle important sur le plan économique, démographique et social que joue le vignoble, la Confédération et les cantons ont pris de multiples dispositions et consenti de lourds sacrifices pour maintenir le vigneron sur sa terre et améliorer la qualité de ses produits qui se heurtent d'ailleurs très souvent à de grosses difficultés d'écoulement. Nous ne pouvons pas imaginer que l'on arrive à manquer de logique au point de détruire l'effet des mesures prises par les pouvoirs publics en introduisant un impôt sur les vins. Un tel impôt d'ailleurs ne serait d'aucune efficacité dans la lutte contre l'alcoolisme que désirent intensifier, à juste titre je le répète, les auteurs de l'initiative. Le vin n'est certainement pas le grand responsable de l'alcoolisme, notamment chez les jeunes et chez les femmes. On ne peut pas en dire autant des alcools distillés et des spiritueux. Ce n'est pas un ivrogne mais un très grand savant, Louis Pasteur, qui a déclaré que «le vin est la plus saine et la plus hygiénique des boissons». Nous devons donc le respecter et en jouir avec modération. Mais nous avons la conviction que cette modération nécessaire ne saurait avoir aucune relation avec l'impôt que l'on veut introduire. Je n'en veux pour preuve que l'augmentation permanente de la consommation de la bière, des alcools distillés et des spiritueux malgré les impôts souvent très lourds qui les frappent. Il en est de même pour le tabac dont la consommation n'a cessé d'augmenter malgré l'imposition. L'alcool servant à la fabrication des bitters, des liqueurs ou autres apéritifs est imposé à raison de 12 francs par litre, les eaux-de-vie de fruits à pépins de 8 fr. 50 et celles telles que kirsch, pruneau, etc., de 7 fr. 50. Le Conseil fédéral a toute compétence pour alourdir encore ces taxes. Augmenter le prix des vins par un impôt serait antidémocratique, en ce sens que la partie la moins aisée financièrement de notre population devrait s'en priver; ce serait aussi contraire à une lutte efficace contre l'alcoolisme car ceux qui ne pourraient plus s'offrir leur verre de vin se retourneraient, pour satisfaire leur désir légitime, vers des alcools frelatés ou de mauvaise qualité beaucoup plus nuisibles à la santé physique et morale de l'être humain. Relevons encore que la consommation du vin, qui était en 1938 de 44 litres par habitant, est tombée en 1964 à 38 litres, soit une diminution d'environ 15 pour cent.

J'ai eu le privilège d'être pendant quinze ans le directeur de la Santé publique dans mon canton. J'ai vu de près et sous leurs multiples aspects les désastres que peut avoir l'alcoolisme et je pense avec vous, je le répète encore, que l'on ne fera jamais trop pour lutter contre

ce fléau qui, il faut le préciser cependant, est universel et ne frappe pas plus notre pays que beaucoup d'autres. Il était combattu déjà par les Spartiates qui enivraient leurs ilotes pour montrer à leurs fils la dégradation que provoque l'ivresse. Je n'entends pas préconiser ce système chez nous, mais je pense que l'exemple des Spartiates est valable et que mieux que par une mesure fiscale qui ne frapperait qu'une partie de notre population, c'est d'abord par l'éducation que l'on doit lutter contre l'alcoolisme. Education dans la famille, à l'école, dès la première jeunesse; inculquer à nos enfants en même temps que le respect d'eux-mêmes le souci de leur plus beau capital, leur santé psychique et physique.

Dans son chiffre 3, l'initiative propose d'affecter le produit des impôts nouveaux à des buts éminemment sympathiques: assurances-vieillesse, lutte contre la pollution des eaux. Mais on peut difficilement envisager la lutte contre l'alcoolisme sans une diminution de la consommation de l'alcool et par conséquent sans une diminution semblable du produit des impôts qui le frappent. Compter donc sur la lutte antialcoolique pour financer ces actions sanitaires et sociales est un non-sens qui ne paraît pas embarrasser les auteurs de l'initiative.

Dans son point 2, l'initiative demande que le commerce illégal d'eau-de-vie soit jugulé par des mesures efficaces, allant s'il le faut jusqu'à la suppression, contre indemnité, des distilleries domestiques. Elle enfonce là une porte déjà largement ouverte. Il n'y a rien à ajouter à la Constitution pour que le but recherché puisse être atteint. L'article 32bis, dans sa teneur actuelle, donne toutes possibilités d'action, dans ce sens, au Conseil fédéral et aux Chambres. S'appuyant sur cet article, la Régie fédérale des alcools a déjà accompli un travail efficace et considérable auquel nous tenons à rendre hommage. Elle est déjà parvenue à supprimer le 46 pour cent des appareils à distiller et, tant par la propagande éducative que par l'action directe, elle a obtenu des résultats remarquables dans l'utilisation non alcoolique des fruits, des pommes de terre et de certaines céréales. Ces actions doivent être poursuivies et amplifiées avec persévérance mais il n'est pas nécessaire pour cela de nouvelles dispositions constitutionnelles.

En résumé et pour conclure, notre commission est entièrement d'accord avec les auteurs de l'initiative pour désirer un renforcement de la lutte contre les abus de l'alcool mais elle considère que les moyens proposés sont inutiles, dangereux et injustes. Inutiles parce que notre Constitution permet déjà au Conseil fédéral de prendre toutes mesures aptes à limiter la consommation des alcools distillés, à juguler le commerce illégal de l'eau-de-vie et à poursuivre l'élimination des distilleries domestiques. Dangereux parce qu'un impôt sur les vins ne manquerait pas de détériorer les bonnes relations qui doivent exister entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, principale productrice de vins. Injustes enfin parce qu'ils tendent à affecter à des tâches nationales et intéressant tout notre peuple, telles que l'assurance-vieillesse et la lutte contre la pollution des eaux, un impôt prélevé uniquement sur une fraction de notre population concentrée pour une grande part en Suisse romande.

Aussi notre commission est-elle unanime à suivre les conclusions du rapport du Conseil fédéral et à vous proposer d'adopter en bloc le projet d'arrêté fédéral sur l'initiative relative à la lutte contre l'alcoolisme, tendant à soumettre cette initiative à la votation du peuple en lui recommandant de la rejeter.

Präsident: Der Herr Referent hat Ihnen am Schlusse des Eintretensreferates gleichzeitig auch Zustimmung zum Bundesbeschluss *in globo* beantragt.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen — Adopté

Art. 1 bis 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Art. 1 à 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen — Adopté

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusssentwurfes: 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

Vormittagssitzung vom 9. Juni 1966

Séance du 9 juin 1966, matin

Vorsitz — Présidence: Herr *Auf der Maur*

9373. Hochschulen.

Beiträge an die Kantone

Universités.

Subventions pour les cantons

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 29. November 1965

Message et projet d'arrêté du 29 novembre 1965

Beschluss des Nationalrates vom 23. März 1966

Décision du Conseil national du 23 mars 1966

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates

Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1966
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	9355
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.06.1966
Date	
Data	
Seite	141-143
Page	
Pagina	
Ref. No	20 038 446

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Präsident: Der Bundesrat erklärt, die Motion Obrecht entgegenzunehmen. Wird ein Gegenantrag gestellt? Das ist nicht der Fall. Die Motion ist damit erheblich erklärt.

Bächtold: Die aussergewöhnliche Bedeutung der heutigen Verhandlungen rechtfertigt es nach meiner Meinung, diese ins Stenographische Bulletin aufzunehmen. Ich möchte in diesem Sinne Antrag stellen.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag Bächtold 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Vormittagssitzung vom 16. Juni 1966

Séance du 16 juin, matin

Vorsitz — Présidence: Herr *Auf der Maur*

**9373. Hochschulen.
Beiträge an die Kantone
Universités.
Subventions pour les cantons**

Siehe Seite 143 hiervor — Voir page 143 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 16. Juni 1966
Décision du Conseil national du 16 juin 1966

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**9355. Volksbegehren
zur Bekämpfung des Alkoholismus.
Bericht des Bundesrates
Initiative populaire relative
à la lutte contre l'alcoolisme.
Rapport du Conseil fédéral**

Siehe Seite 141 hiervor — Voir page 141 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 16. Juni 1966
Décision du Conseil national du 16 juin 1966

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**9367. Milchwirtschaft. Bundesbeschluss
Economie laitière. Arrêté fédéral**

Siehe Seite 29 hiervor — Voir page 29 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 9. Juni 1966
Décision du Conseil national du 9 juin 1966

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Nachmittagssitzung vom 20. Juni 1966

Séance du 20 juin 1966, après-midi

Vorsitz — Présidence: Herr *Auf der Maur*

**9357. Natur- und Heimatschutz.
Bundesgesetz
Protection de la nature et du paysage.
Loi**

Siehe Seite 14 hiervor — Voir page 14 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 8. Juni 1966
Décision du Conseil national du 8 juin 1966

Differenzen — Divergences

Art. 5, Abs. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Art. 5, al. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Heer, Berichtstatter: Der Artikel 5 steht im ersten Abschnitt des Gesetzes, der Bestimmungen über den Natur- und Heimatschutz bei Erfüllung von Bundesaufgaben enthält. Der Bundesrat stellt nach Artikel 5 Inventare von Objekten mit nationaler Bedeutung auf. Nach Absatz 1 des ursprünglichen bundesrätlichen Entwurfes sind solche Inventare nach Anhören der Kantone zu erstellen. Der Absatz 2 von Artikel 5 sah sinngemäss vor, dass über die Aufnahme oder die Streichung von Objekten der Bundesrat nach Anhören der Kantone entscheide. Unser Rat hat dann sowohl im Absatz 1 als auch im Absatz 2 auf Antrag der Kommission anstelle von «nach Anhören der Kantone» den Ausdruck «in Zusammenarbeit mit den Kantonen» beschlossen. Der Kommissionsantrag erfolgte auf Anregung unseres Kollegen Meier, der gestützt auf einen bestimmten Fall zu seinem Antrage kam. Der Nationalrat ist aber wieder zur Fassung des Bundesrates zurückgekehrt und hat sowohl im

Volksbegehren zur Bekämpfung des Alkoholismus. Bericht des Bundesrates

Initiative populaire relative à la lutte contre l'alcoolisme. Rapport du Conseil fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1966
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	9355
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.06.1966
Date	
Data	
Seite	177-177
Page	
Pagina	
Ref. No	20 038 452

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.